

**K. Marx**

**Le Capital**  
***Livre III – Section IV***

**La transformation du capital-marchandise et du capital-argent en capital commercial (commerce de marchandises et commerce d'argent)**

**Table des matières**

<b>Chapître XVI : Le capital du commerce de marchandises.....</b>	<b>3</b>
<b>Chapître XVII : Le profit commercial .....</b>	<b>8</b>
<b>Chapître XVIII : La rotation du capital commercial – Les prix.....</b>	<b>16</b>
<b>Chapître XIX : Le capital du commerce d’argent .....</b>	<b>21</b>
<b>Chapître XX : Histoire du Capital commercial .....</b>	<b>24</b>

## Chapitre XVI : Le capital du commerce de marchandises

Le capital commercial se présente sous deux formes : le capital du commerce de marchandises et le capital du commerce d'argent. Nous allons en établir les caractères, d'abord parce que cette étude nous est nécessaire pour l'analyse de la structure intime du capital, ensuite parce que même les meilleurs représentants de l'Économie politique moderne ne distinguent pas les caractères particuliers du capital commercial et confondent celui-ci avec le capital industriel.

Le mouvement du capital-marchandise a été analysé dans notre deuxième volume. Lorsque l'on considère l'ensemble du capital de la société, on constate qu'une partie, dont la composition et l'importance varient sans cesse, se trouve constamment sur le marché sous forme de marchandise devant être convertie en argent et une autre partie, sous forme d'argent demandant à être transformé en marchandise. Le capital est donc toujours en voie de transformation. Lorsque la fonction de circulation devient l'apanage d'un capital spécial, que la division du travail met aux mains d'une catégorie spéciale de capitalistes, le capital-marchandise devient capital du commerce de marchandises ou capital commercial.

Dans le volume II (chapitre VI, *Les Frais de circulation*, 2 et 3) nous avons montré jusqu'à quel point le transport, la conservation et la distribution des marchandises prolongent le procès de production dans le procès de circulation. Ces incidents de la circulation du capital-marchandise sont en partie confondus avec les fonctions du capital commercial, auxquelles ils se relient d'ailleurs en pratique, bien que le progrès de la division du travail ait pour effet de spécialiser et de rendre autonome la fonction du capital du commerce de marchandises. Pour notre étude, dont le but est d'établir les caractères distinctifs de ce dernier, nous devons évidemment faire abstraction de toutes les autres fonctions.

Nous avons vu que l'existence du capital sous forme de capital-marchandise avec les métamorphoses - de marchandise en argent et d'argent en marchandise - qu'il subit comme tel, représente une phase de la reproduction du capital industriel et du procès de production, bien que le capital de circulation et le capital de production aient des fonctions nettement distinctes et soient des formes différentes du capital social. Le capital du commerce de marchandises n'est qu'une partie du capital de circulation, car une autre partie de la vente-achat s'accomplit toujours directement entre les capitalistes industriels. (Nous ferons abstraction de cette dernière, parce qu'elle ne contribue pas à mettre en relief le rôle du capital commercial dont nous voulons nous occuper spécialement et que dans le deuxième volume elle a fait l'objet d'une étude suffisamment complète.)

Étant capitaliste, le commerçant<sup>1</sup> figure d'abord au marché comme représentant d'une somme d'argent qu'il avance comme capital et dont il veut transformer la valeur  $X$  en une valeur  $X + \Delta X$  (la valeur primitive + un profit). Comme commerçant, il doit commencer par envoyer au marché du capital sous forme d'argent, car il n'est pas producteur de marchandises et n'est que l'intermédiaire de leur mouvement; comme tel il doit commencer par les acheter, par conséquent par posséder un capital-argent.

Considérons un commerçant possédant 3000 £, qu'il met en valeur comme capital commercial. Pour ses 3000 £ il achète 30.000 aunes de toile, au prix de 2 sh. l'aune. Si ces 30.000 aunes représentent sa vente annuelle et si, déduction faite des faux frais, il veut réaliser un bénéfice annuel de 10 %, il faudra qu'à la fin de l'année il récupère 3300 £. Comme nous voulons simplement dégager quelle est la forme du mouvement de son capital, nous n'avons pas à nous demander par quels procédés il arrive à réaliser son bénéfice. Il achètera donc tous les ans pour 3000 £ de toile qu'il vendra, répétant continuellement l'opération A-M-A' d'un capital confiné dans le procès de circulation et tenu complètement en dehors du procès de production.

Quelle relation y a-t-il entre ce capital du commerce de marchandises et le capital-marchandise, forme spéciale du capital industriel ? Si l'on considère le fabricant de toile, on voit que l'argent du commerçant lui a permis de réaliser la valeur de son produit, c'est-à-dire d'accomplir la première phase de la métamorphose de son capital-marchandise : il a converti celui-ci en argent et peut reconvertir cet argent en fil, charbon, salaires, etc., d'une part, en objets de consommation pour son usage personnel, d'autre part. En un mot, abstraction faite de ce qu'il dépense comme revenu, il est à même de poursuivre le procès de reproduction.

Mais si pour lui la conversion de la toile en argent est chose faite, il n'en est pas de même de la toile. Elle se trouve encore sur le marché comme capital-marchandise devant être vendue, devant accomplir sa première métamorphose. Rien ne s'est modifié dans sa situation, sauf qu'elle a changé de possesseur. Restant conforme à sa destination. et à son rôle dans le procès, elle est toujours du capital-marchandise, de la marchandise vénale ; seulement, des mains du producteur elle a passé à celles du commerçant, qui a repris la fonction qu'autrefois le producteur devait accomplir lui-même.

Supposons que le commerçant ne parvienne pas à vendre les 30.000 aunes, pendant l'intervalle qu'il faut au fabricant pour amener au marché une nouvelle quantité de 30.000 aunes d'une valeur de 3000 £. N'ayant pas reconverti en argent la toile qu'il a encore en magasin, il ne pourra pas acheter la nouvelle marchandise et il y aura arrêt ou tout au moins interruption de la reproduction. Il est vrai que si le fabricant de toile a du capital-argent en réserve, il pourra continuer à produire en attendant qu'il trouve à vendre ses 30.000 aunes de toile ; mais cette supposition ne résout rien et n'empêche pas que le capital incorporé aux 30.000 aunes ne soit arrêté dans sa reproduction. Les opérations du commerçant sont donc des opérations indispensables pour que la conversion en argent du capital-marchandise du producteur puisse

---

<sup>1</sup> Dans ce chapitre et dans les suivants nous nous servons du mot « commerçant » pour traduire l'expression « *Waarenhändler* » (commerçant faisant le commerce de marchandises), que Marx emploie pour bien marquer la différence entre le *Waarenhändler*, le commerce de marchandises, et le *Geldhändler*, le commerce d'argent. (NdT)

s'accomplir, par conséquent, pour que le capital-marchandise puisse fonctionner dans la circulation et dans la reproduction. Cette conclusion ne ferait l'objet d'aucun doute, si c'était un employé du fabricant qui, au lieu du commerçant autonome, était chargé exclusivement de la vente et de l'achat.

Le capital du commerce de marchandises n'est donc que le capital-marchandise du producteur, au moment où se fait sa conversion en argent et s'accomplit sur le marché sa fonction de capital-marchandise ; mais avec cette différence que cette fonction ne répond plus à une opération secondaire du producteur et qu'elle est devenue l'opération exclusive d'une catégorie spéciale de capitalistes, les commerçants de marchandises. La forme spéciale de la circulation du capital du commerce de marchandises l'établit à l'évidence. Le commerçant achète la marchandise et la revend : A-M-A'. Or la circulation simple de marchandises ou même la circulation telle qu'elle se réalise dans le mouvement M'-A-M du capital industriel, est caractérisée en ce que chaque pièce d'argent change deux fois de possesseur : le producteur de toile vend sa marchandise, ce qui fait passer dans sa main l'argent de l'acheteur ; il achète ensuite du fil, du charbon, du travail, et le même argent lui sert pour reconvertir la valeur de la toile en un élément de production. La marchandise qu'il achète n'est pas la même que celle qu'il a vendue ; celle-ci est un produit, celle-là se compose de moyens de production. Il n'en est pas de même du commerçant. Celui-ci dépense 3000 £ pour acheter 30.000 aunes de toile, qu'il vend pour retirer de la circulation le capital-argent (3000 £ plus le profit) qu'il a avancé. Ce n'est plus l'argent qui change deux fois de place, mais la marchandise qui passe de la main du vendeur à celle de l'acheteur, qui la revend à un autre acheteur. La marchandise est encore vendue deux et même plusieurs fois, et c'est par cette vente répétée que le premier acheteur rentre en possession de l'argent qu'il a avancé. Dans la circulation M'-A-M, le double déplacement de l'argent a pour conséquence que la marchandise est vendue sous une forme et mise en œuvre sous une autre forme ; dans la circulation A-M-A, le double déplacement de la marchandise a pour effet que de l'argent qui a été engagé dans la circulation peut en être retiré. Il en résulte que la marchandise n'est pas définitivement vendue dès qu'elle a quitté la main du producteur pour celle du commerçant ; celui-ci ne fait que continuer l'opération de la vente, qu'assurer le fonctionnement du capital-marchandise. Mais ce qui pour le capitaliste producteur est simplement M-A, le fonctionnement de son capital sous la forme transitoire de capital-marchandise, est A-M-A' pour le commerçant, la mise en valeur spéciale du capital-argent qu'il a avancé, l'évolution d'un capital d'une nature déterminée.

Le commerçant vend la toile définitivement au consommateur productif (le blanchisseur, par ex.) ou au consommateur improductif (celui qui s'en sert pour un usage personnel) ; il récupère (avec profit) l'argent qu'il a avancé et il peut recommencer les mêmes opérations. Si, dans l'achat de la toile, l'argent fonctionne simplement comme moyen de paiement, c'est-à-dire si la marchandise ne doit être payée que dans un délai de six semaines, il suffit que celle-ci soit vendue avant ce délai, pour que le commerçant puisse sans avancer de l'argent s'acquitter envers le producteur ; s'il ne parvient pas à vendre la toile, il devra avancer les 3000 £, non à la date de la livraison, mais à l'échéance convenue, et si une baisse du prix l'oblige de vendre au-dessous du prix d'achat, il devra faire appel à son capital pour combler le déficit.

Où le capital du commerce de marchandises prend-il le caractère d'un capital autonome, alors que dans les mains du producteur écoulant lui-même ses produits il n'est qu'une forme spéciale du capital industriel, correspondant à une phase déterminée du procès de reproduction ?

*Primo*. - Lorsqu'il est capital commercial, le capital marchandise accomplit sa première métamorphose, la fonction qui lui est assignée sur le marché, sa conversion définitive en argent entre les mains d'un agent distinct du producteur et dont les fonctions sont nettement séparées de celles du producteur industriel. La division sociale du travail a transformé en fonction exclusive d'un agent spécial de la circulation une opération qui correspondait à une phase déterminée et spéciale du procès de reproduction.

Cependant cet acte de division du travail n'est pas suffisant pour expliquer comment le rôle du capital commercial est absolument distinct et indépendant de celui du capital industriel. D'autres considérations doivent être invoquées.

*Secundo*. - Ce qui caractérise avant tout le capital commercial, c'est que le commerçant, l'agent autonome de la circulation, avance comme tel un capital-argent. Ce qui pour le capitaliste industriel est simplement M-A, conversion du capital-marchandise en capital-argent, est pour le commerçant A-M-A', achat et vente de la même marchandise et reflux du capital-argent qu'il a avancé.

Lorsqu'il avance du capital pour l'acte de circulation A-M-A et qu'il achète de la marchandise au producteur, le commerçant a toujours, en vue l'opération M-A, la conversion en argent du capital-marchandise, c'est-à-dire la première métamorphose de ce dernier, bien que l'acte qu'il accomplit puisse être, pour le producteur, la seconde métamorphose A-M, la reconversion de l'argent en marchandise (moyen de production). Pour le fabricant de toile, M-A est la première métamorphose, la conversion du capital-marchandise en capital-argent ; pour le commerçant, ce même acte est A-M la conversion de son capital-argent en capital-marchandise. Si le commerçant vend la toile au blanchisseur, il accomplit l'acte M-A, qui a comme pendant du côté du blanchisseur, A-M, conversion du capital-argent en capital productif, soit la seconde métamorphose du capital-marchandise. En réalité, c'est seulement après cette dernière opération que le capital-marchandise du fabricant de toile est définitivement vendu, et l'opération A-M-A du commerçant n'est intervenue que pour permettre l'accomplissement de l'acte M-A entre deux producteurs. Supposons qu'après la vente de sa marchandise, le fabricant de toile achète, pour, une fraction de la valeur de celle-ci, du fil à un commerçant. Il accomplit l'acte A-M, dont le pendant sera M-A pour le marchand de fil ; quant au fil lui-même, il sera sorti de la circulation pour être consommé, passant par la transformation M-A, le but de sa première métamorphose. Que le commerçant achète ou vende au capitaliste industriel, le cycle A-M-A de son capital se ramène à M-A, une des formes transitoires du capital industriel en

voie de production. Si l'acte A-M du capital commercial est M-A pour le capitaliste industriel, il n'en est pas de même au point de vue du capital-marchandise ; en effet, il représente seulement le passage du capital-marchandise de la main de l'industriel à celle d'un agent de la circulation, et il faut que le capital commercial ait accompli M-A (l'acte subséquent de A-M) pour que le M-A du capital-marchandise soit définitif et complet. L'opération A-M-A n'est que la succession de deux M-A, de deux ventes d'un même capital-marchandise aboutissant à sa vente dernière et définitive.

Le capital-marchandise devient donc capital commercial, capital d'une catégorie spéciale et indépendante, par ce fait que le commerçant avance un capital-argent, qui n'engendre de la valeur et n'agit comme capital que parce qu'il fonctionne exclusivement comme agent des métamorphoses du capital-marchandise, dont il assure la conversion en argent par une succession ininterrompue d'achats et de ventes.

Au point de vue du procès de reproduction, le capital du commerce de marchandises, tant qu'il revêt la forme d'une marchandise, représente une fraction du capital industriel dans celle de ses métamorphoses où il existe et fonctionne comme capital-marchandise. Il n'est alors que le capital argent avancé par le commerçant, destiné exclusivement aux opérations de vente et d'achat, prenant uniquement les formes de capital-marchandise ou de capital-argent et jamais celle de capital productif; il est confiné continuellement dans le procès de circulation.

Lorsque le fabricant de toile a vendu ses 30.000 aunes pour 3000 £, il consacre cet argent à l'achat de moyens de production, et son capital peut continuer à produire. Mais, si à son point de vue la marchandise est convertie en argent, il n'en est pas de même, ainsi que nous l'avons dit, pour la toile. Celle-ci n'est pas encore transformée définitivement en argent, puisqu'elle n'est pas encore consommée, ni productivement, ni improductivement; comme capital-marchandise elle se trouve encore sur le marché, représentée maintenant par le marchand de toile, qui a pris la place du fabricant.

Si le producteur de toile devait attendre jusqu'à ce que toute sa toile eût cessé d'être de la marchandise et eût été transmise au dernier acheteur, le consommateur, il serait obligé d'interrompre sa fabrication, à moins qu'il ne prit la décision de restreindre ses opérations, de convertir en capital productif (fil, charbon, travail, etc.) une partie moindre de sa toile et de conserver une partie plus grande comme réserve monétaire, pour continuer la production pendant qu'une fraction de son capital est retenue au marché sous forme de marchandise. L'intervention du commerçant ne lui permet pas de se passer de cet expédient; seulement elle réduit relativement à la partie du capital fonctionnant comme capital productif l'importance de la partie du capital circulant qui doit être tenue en réserve, et elle permet d'agrandir proportionnellement l'échelle de la reproduction. Mais si de la sorte une plus grande partie du capital du capitaliste industriel peut être consacrée à la production, il y a une autre partie du capital social qui est continuellement engagée dans la circulation sous forme de capital commercial. Celle-ci n'est plus utilisée qu'à des ventes et des achats, et les choses se passent comme s'il y avait eu une simple substitution de personnes. En effet, si, au lieu d'acheter de la toile destinée à la vente, le commerçant engageait ses 3000 £ dans une production quelconque, le capital productif de la société serait accru ; mais le fabricant de toile devrait augmenter sa réserve monétaire et le commerçant devenu capitaliste industriel serait obligé d'en faire autant. D'autre part en continuant à faire du commerce, le commerçant épargne au producteur le temps qu'il devrait consacrer à la vente et qu'il peut donner à la surveillance de la production.

Lorsque l'importance du capital commercial ne dépasse pas les proportions indispensables, on peut admettre que la division du travail appliquée au capital social donne les résultats suivants.

1. La partie du capital à affecter à l'achat et à la vente peut être plus petite, parce que les achats et les ventes constituent la fonction d'une catégorie spéciale de capitalistes et que les capitalistes industriels ne doivent plus s'occuper eux-mêmes de toute la partie commerciale de leurs entreprises. (Par capital à affecter à l'achat et à la vente, il faut entendre non seulement celui qui sert à l'échange des marchandises, mais l'argent qui doit être avancé pour les salaires des entreprises commerciales et pour le capital constant des magasins, appareils de transport, etc...).
2. Le producteur voit sa marchandise convertie plus rapidement en argent et toutes les métamorphoses du capital-marchandise sont accélérées, étant donné que toutes ces opérations rentrent dans les attributions d'un agent spécial, le commerçant.
3. La rotation d'un capital commercial peut représenter, non seulement les rotations d'un certain nombre de capitaux d'une même branche de production, mais celles de toute une série de capitaux engagés dans des industries différentes. Le premier cas se présente, par exemple, lorsque le marchand de toile vend les 3000 £ de toile qu'il a achetées à un fabricant, avant que celui-ci ait alimenté le marché d'une quantité équivalente, et achète et vend les produits d'un autre ou de plusieurs autres fabricants. Le second cas arrive lorsque le commerçant, après avoir vendu la toile, achète de la soie, assurant ainsi la rotation du capital d'une autre branche de production.

La rotation du capital industriel trouve une limite, non seulement dans la durée de la circulation, mais également dans celle de la production. La rotation du capital commercial (nous supposons un capital affecté au commerce d'une catégorie déterminée de marchandises) est limitée, non par la rotation d'un capital industriel, mais par celle de tous les capitaux industriels de la même branche. Après avoir acheté et vendu la toile d'un fabricant, le commerçant peut acheter et vendre celle d'un autre, avant que le premier ait fait un second envoi de marchandises au marché. Le même capital commercial peut donc coopérer successivement aux rotations de divers capitaux engagés dans une branche de production ; sa rotation n'est pas liée à celle d'un seul capital industriel et il ne sert pas de réserve monétaire à un capitaliste industriel seulement. Nécessairement, dans une branche de production déterminée, la rotation du capital commercial est limitée

par la production totale de cette branche. Supposons que A fabrique une marchandise dont la production demande trois mois. Si le commerçant qui l'achète parvient à la vendre dans le mois qui suit l'achat, il pourra recommencer la même opération avec un autre fabricant de la même branche de production. Ayant vendu le blé d'un fermier, il peut avec le même argent acheter celui d'un autre, le revendre et recommencer à différentes reprises. La rotation de son capital sera limitée par la quantité de blé qu'il pourra acheter et vendre successivement dans un temps donné, un an par exemple, tandis que la rotation du capital du fermier, abstraction faite du temps qu'exige la circulation, est limitée par la durée de la production, qui est d'un an.

Nous avons vu que la rotation d'un même capital commercial peut coopérer aux rotations de divers capitaux engagés dans des branches de production différentes. Lorsque le capital commercial opère dans ces conditions et que, par une série de ses rotations, il convertit en argent différents capitaux-marchandises, sa fonction comme capital-argent est à celle du capital-marchandise, comme l'argent, caractérisé par la multiplicité de ses rotations, est à la marchandise.

La rotation d'un capital commercial ne s'identifie pas avec la rotation ou la reproduction d'un capital industriel de même grandeur; elle correspond à la somme des rotations de toute une série de capitaux de cette importance, engagés soit dans la même branche de production, soit dans des industries différentes. La fraction du capital social qui doit prendre la forme de capital commercial est d'autant plus petite que celui-ci circule plus rapidement. Moins la production est développée, plus le capital commercial doit être considérable par rapport à la quantité de marchandises qu'il doit mettre en circulation. Aussi dans les sociétés produisant dans des conditions inférieures, la plus grande partie du capital-argent se trouve aux mains des commerçants, qui jouissent d'une puissance d'argent vis-à-vis des autres.

La vitesse de circulation du capital-argent avancé par le commerçant dépend : 1° de la vitesse avec laquelle se renouvelle le procès de production et se suivent les divers procès de production ; 2° de la vitesse de la consommation.

Le capital commercial n'effectue pas toujours sa rotation comme nous l'avons supposé jusqu'ici, c'est-à-dire qu'il n'achète pas toujours des marchandises pour toute sa valeur pour les revendre ensuite. Le commerçant fait généralement deux parts de son capital, dont l'une existe comme capital-marchandise pendant que l'autre fonctionne comme capital-argent. D'un côté, il achète et convertit de l'argent en marchandises ; de l'autre, il vend et transforme du capital-marchandise en argent. Plus la partie de son capital affectée à l'une de ces opérations est grande, plus celle réservée à l'autre est petite ; mais la fraction devant revêtir la forme argent sera d'autant moindre, eu égard aux transactions qu'elle doit accomplir, que le rôle du crédit sera plus important dans la circulation. Si j'achète pour 3000 £ de vin à trois mois de date et si je le vends au comptant avant l'échéance, je n'aurai pas un centime à avancer pour ma transaction. Il est clair que le capital-argent, qui figure dans ce cas comme capital commercial, n'est que le capital industriel dans celle de ses métamorphoses où il reprend la forme argent. (Ce fait que le producteur qui a vendu le vin à 3 mois de date peut escompter la lettre de change qui lui a été souscrite, ne modifie pas les choses en ce qui concerne le capital du commerçant). Si, dans l'intervalle qui sépare l'achat de la vente, le prix baissait d'un dixième, par exemple, non seulement le commerçant ne réaliserait aucun profit, mais il ne toucherait que 2700 £ au lieu de 3000, et il devrait prélever 300, £ sur sa réserve pour compenser la différence des prix. Les faits se seraient évidemment passés de la même manière si la vente avait été faite par le producteur lui-même; c'est lui qui dans ce cas aurait perdu les 300 £ et aurait dû faire appel à son capital de réserve pour pouvoir recommencer la production à la même échelle.

Un commerçant achète pour 3000 £ de toile à un fabricant, qui emploie les deux tiers (2000 £) pour se procurer du fil. L'argent que le fabricant de toile remet au marchand de fil n'est pas celui du commerçant de toile, car ce dernier a reçu de la marchandise en échange de la monnaie qu'il a avancée ; ce que le fabricant de toile débourse, c'est une partie de son propre capital. Au point de vue du marchand de fil, ces 2000 £ semblent être du capital-argent refluant à son point de départ ; mais jusqu'à quel point en est-il ainsi et ces 2000 £ ne sont-elles pas simplement du capital industriel venant d'abandonner la forme de toile ou allant prendre celle de fil ? Si le marchand de fil a acheté à crédit et vendu au comptant, le capital commercial représenté par les 2000 £ qui lui reviennent avant qu'il paye ce qu'il a acheté, ne se différencie d'aucune manière du capital industriel arrivé au point de son cycle où il revêt la forme argent. Lorsque le capital du commerce de marchandises n'est pas, sous la forme marchandise ou sous la forme argent du capital industriel se trouvant entre les mains du commerçant, il est simplement la partie du capital-argent qui appartient au commerçant et circule pour la vente et l'achat des marchandises. Il représente alors, avec une importance moindre, la partie du capital que l'industriel aurait dû avancer pour constituer la réserve monétaire qui lui aurait permis de faire ses achats et qu'il aurait fait circuler comme capital-argent. Cette partie du capital total, ramenée à des proportions moindres, se trouve maintenant aux mains des commerçants qui la font circuler continuellement comme moyen d'achat pour assurer la continuité du procès de reproduction. Elle est d'autant plus petite relativement au capital total, que la reproduction est plus accélérée et que la fonction de l'argent comme moyen de paiement, c'est-à-dire le crédit, est plus développée<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Afin de pouvoir assimiler le capital commercial au capital productif, Ramsay confond le commerce avec l'industrie du transport et l'appelle « *the transport of commodities from one place to another* » (*An Essay on the Distribution of Wealth*, p. 19). La même confusion se rencontre chez Verri (*Meditazioni sulla Ec. Pol.*, § 4), chez J.-B. Say (*Traité d'Ec. Pol.*, 1, 14, 15) et chez J.-P. Newman, qui dit dans ses *Elements of Pol. Ec.* (Andover et New-York 1835) : « *In the existing economical arrangements of society, the very net which is performed by the merchant of standing between the producer and the consumer, in advancing to the former capital and receiving products in return, and handing over these products to the latter, receiving back capital in return, is a transaction which both facilitates the economical process of the community, and adds value to the products in relation to which it is performed* » (p. 174). Ainsi le producteur et le

Le capital commercial fonctionne exclusivement dans la circulation, qui n'est qu'une phase du procès de reproduction. La circulation n'engendre ni valeur, ni plus-value, car elle ne comporte que des changements de formes. Par conséquent, si de la plus-value est réalisée par la vente de la marchandise, c'est qu'elle était d'avance contenue dans celle-ci. Aussi au second acte du procès de production, lorsque le capital-argent est échangé contre des moyens de production, l'acheteur n'encaisse aucune plus-value et se borne à préparer la récolte de cette dernière en convertissant de l'argent en force de travail et en moyens de production. Toutes ces métamorphoses, en tant qu'elles coûtent du temps - un temps pendant lequel le capital ne produit rien et par conséquent n'engendre pas de plus-value - ralentissent la production de la valeur et ont pour effet de diminuer d'autant plus le taux du profit que la durée de la circulation est plus grande. On peut donc dire que si directement le capital commercial ne crée ni valeur, ni plus-value, il peut contribuer indirectement à augmenter celle-ci, lorsqu'il a pour effet d'accélérer la circulation, En intervenant pour étendre le marché et assurer la division du travail des capitaux, en leur permettant d'opérer à une échelle plus grande, il aiguillonne la productivité et l'accumulation du capital industriel. En réduisant la durée de la circulation, il accroît la plus-value par rapport au capital avancé et par conséquent le taux du profit. Enfin en donnant une importance moindre à la partie du capital social qui doit être affectée exclusivement à la circulation sous forme de capital-argent, il renforce la partie qui peut être consacrée directement à la production.

---

consommateur gagnent du temps grâce à l'intervention du commerçant : ce dernier, qui fait une avance de capital et de travail, doit être récompensé, « *since it adds value to products, for the same products, in the hands of consumers, are worth more than in the hands of producers* ». Pour Newmann comme pour J.-B. Say, le commerce est donc « *strictly an act of production* » (p. 175). Cette conception est absolument fautive. La *valeur d'usage* d'une marchandise est plus grande entre les mains du consommateur qu'entre celles du producteur, car c'est là seulement qu'elle entre en fonctions et qu'elle est réalisée, tandis qu'entre les mains du producteur elle n'existe qu'à l'état potentiel. On ne paie pas la marchandise deux fois, d'abord comme valeur d'échange, ensuite comme valeur d'usage. En payant sa valeur d'échange, on s'approprie sa valeur d'usage et rien n'est ajouté à la valeur d'échange par le passage de la marchandise des mains du producteur ou du commerçant à celles du consommateur.

## Chapitre XVII : Le profit commercial

Nous avons vu, dans le deuxième volume, que la fonction du capital dans la circulation - les opérations M'-A-M qui assurent la conversion de la marchandise en argent et de l'argent en éléments de production - loin d'engendrer de la valeur et de la plus-value, en réduit la quantité à cause du temps qui est absorbé par la circulation. Ce que nous avons constaté en étudiant les métamorphoses du capital-marchandise sous sa forme exclusive n'est pas modifié, lorsqu'une partie de ce capital prend la forme de capital du commerce de marchandises et a ses transformations assurées par une partie spéciale du capital-argent et une catégorie déterminée de capitalistes. Par conséquent, si la vente et l'achat des marchandises ne créent ni valeur, ni plus-value lorsqu'elles sont effectuées par les capitalistes industriels, elles n'acquiescent pas plus cette vertu lorsqu'elles sont faites par d'autres personnes ; l'incapacité qui caractérise à ce point de vue la partie du capital social qui doit être disponible en argent pour que la reproduction suive son cours sans interruption, subsiste quelle que soit la personne, le capitaliste industriel ou tout autre capitaliste, qui en fasse l'avance.

Si nous faisons abstraction de toutes les opérations hétérogènes, l'emmagasinage, l'expédition, le transport, la distribution, qui se rattachent au fonctionnement du capital commercial, et si nous ne considérons que la fonction effective de ce dernier, la vente et l'achat, nous pouvons dire qu'il assure uniquement la réalisation de la valeur et de la plus-value, en opérant l'échange social des marchandises. Cependant la circulation du capital industriel est une phase de la reproduction au même titre que la production; par suite, le capital qui fonctionne dans la circulation doit rapporter le même profit annuel moyen que le capital engagé dans les diverses branches de la production. S'il n'en était pas ainsi, si, par exemple, le capital commercial donnait un profit moyen supérieur à celui du capital industriel, on verrait une partie de celui-ci émigrer aux entreprises commerciales, dans le cas contraire, l'inverse se produirait et cela avec d'autant moins d'hésitation qu'aucun capital ne rencontre moins de difficulté que le capital commercial à changer de destination et de fonction. Mais si le capital commercial est incapable d'engendrer par lui-même de la plus-value, il est évident que celle qui lui tombe en partage sous forme de profit moyen doit provenir de la plus-value créée par le capital productif. Comment parvient-il à s'en emparer ?

Et d'abord, constatons que c'est en apparence seulement que le profit du commerçant résulte d'une addition à la valeur de la marchandise, d'une élévation nominale du prix au-dessus de la valeur.

Il est clair que le commerçant ne peut prélever son profit que sur le prix des marchandises qu'il vend, et il est plus clair encore que ce profit est égal à la différence entre le prix de vente et le prix d'achat. Il se peut qu'entre la vente et l'achat viennent s'ajouter des dépenses supplémentaires (des frais de circulation) ; dans ce cas, l'excédent du prix de vente sur le prix d'achat représente à la fois ces frais et le profit. Pour simplifier l'analyse, nous supposons que ces dépenses supplémentaires n'existent pas.

Pour le capitaliste industriel, la différence entre le prix de vente de ses marchandises et leur prix d'achat représente l'écart entre leur coût de production et leur prix de revient. Si nous considérons le capital total de la société, cette différence se ramène à la différence entre la valeur des marchandises et le prix de revient payé par les capitalistes, c'est-à-dire à la différence entre la quantité totale et la quantité payée de travail qu'elles contiennent. Avant que les marchandises achetées par le capitaliste industriel puissent être envoyées au marché comme marchandises vendables, elles doivent parcourir le procès de production, pendant lequel la fraction de leur prix qui sera réalisée plus tard comme profit est produite. Il n'en est pas de même pour le commerçant. Les marchandises ne sont en sa possession que pendant qu'elles sont engagées dans la circulation et il ne fait que poursuivre l'opération de vente qui a été commencée par le capitaliste industriel, opération au cours de laquelle aucune plus-value nouvelle n'est incorporée à la marchandise. Alors que le capitaliste industriel réalise seulement dans la circulation la plus-value qui était déjà produite, le commerçant doit, non seulement réaliser, mais créer son profit au moyen de la circulation. A première vue, cette opération ne paraît possible que s'il vend au-dessus de leur coût de production les marchandises que le capitaliste industriel lui a vendues au coût de production, c'est-à-dire à leur valeur, si nous considérons l'ensemble du capital-marchandise ; par conséquent s'il leur donne un prix nominal supérieur à leur prix et leur assigne une valeur si nous considérons tout le capital-marchandise) plus grande que leur valeur réelle -, en un mot s'il les vend plus cher qu'elles ne valent. Si une aune de toile coûte 2 sh., je la mettrai en vente, pour réaliser 10 % de profit, à  $(2 + 2 / 10)$  sh., soit 2 sh. 2 2/5 d. Je la vendrai donc à un prix qui est en réalité celui de 1 1/10 aune ou, ce qui revient au même, pour les 2 sh., je donnerai 10/11 aune et je garderai pour moi 1/11. De cette manière j'arriverai à participer à la plus-value et au surproduit par un détour, par une majoration du prix nominal de la marchandise.

C'est sous cet aspect que la formation du profit commercial se présente au premier abord à l'esprit et c'est même de là qu'est partie la conception que tout profit résulte d'une augmentation nominale du prix, c'est-à-dire de la vente de la marchandise au-dessus de sa valeur.

Il suffit cependant de regarder les choses de près pour être convaincu que cette explication (il est bien entendu que nous parlons du profit moyen et non de ce qui peut se passer dans un cas particulier) repose sur une apparence. Pourquoi considérons-nous que le commerçant ne peut réaliser 10 % sur sa marchandise qu'en la vendant 10 % au-dessus du coût de production ? Parce que nous avons admis que le producteur, le capitaliste industriel (pour le monde extérieur, c'est le capitaliste industriel, la personnification du capital industriel, qui apparaît comme « producteur ») la lui a vendue au coût de production. Et, en effet, si le coût de production, c'est-à-dire en dernière instance la valeur de la marchandise, est le prix de revient du commerçant, il est évident que celui-ci ne peut profiter d'une différence entre son prix de vente et son prix d'achat - et cette différence seulement peut lui rapporter un profit qu'en vendant la marchandise au-dessus de sa



valeur, en établissant un prix du commerce supérieur au coût de production. Mais pourquoi avons-nous admis que le capitaliste industriel vend au coût de production, supposition qui implique que le capital commercial (nous ne parlons que du capital du commerce de marchandises) n'intervient pas dans la constitution du taux général du profit ? Nous avons été amenés naturellement à faire cette hypothèse dans notre exposé du taux général du profit, d'abord parce que le capital commercial n'existait pas encore pour nous à ce moment, ensuite parce que nous devons nécessairement considérer alors le taux général du profit comme le résultat du nivellement des profits (c'est-à-dire des plus-values) produits réellement par les capitaux industriels des diverses branches. Il n'en est plus de même maintenant que nous avons affaire au capital commercial, qui recueille une part du profit sans intervenir dans la production. Nous devons donc compléter notre exposé précédent.

Supposons que le capital industriel avancé pendant l'année soit  $720 c + 180 v = 900$  (par ex., 900 millions de £) et que,  $p'$  soit de 100 %. Le produit sera  $720 c + 180 v + 180 p' = 1080$ . Désignons ce produit (le capital-marchandise) par M. La valeur de M ou son coût de production (car valeur et coût de production sont identiques quand on considère l'ensemble des marchandises) sera égal à 1080 et le taux du profit, étant donné que le capital avancé est de 900, sera de 20 %. D'après ce que nous avons développé précédemment, ces 20 %, représentent le taux moyen du profit, car nous considérons la plus-value, non isolément pour chaque capital, mais pour l'ensemble des capitaux industriels et nous la rapportons à la composition moyenne de ceux-ci. Supposons qu'aux 900 £ des capitalistes industriels s'ajoutent 100 £ des capitalistes commerçants, devant participer au profit total en proportion de leur importance. Le capital commercial représentera 1/10 du capital total qui sera maintenant de 1000 £, et il recevra 1/10 de la plus-value (180), soit un profit dont le taux sera de 18 %. Le restant (900) du capital total ne touchera plus qu'un profit de 162, ce qui en ramènera le taux également à 18 %. Les capitalistes industriels vendront donc leurs produits aux commerçants au prix de :  $720 c + 180 v + 162 p' = 1062$  et les commerçants les revendront à  $1062 + 18 = 1080$ , c'est-à-dire à leur coût de production, à leur valeur, bien que le profit commercial ne prenne naissance que dans la circulation et qu'il ne soit que la différence entre les prix de vente et d'achat. Les commerçants ne vendent donc pas la marchandise au-dessus de sa valeur, au-dessus de son coût de production; ils l'achètent aux capitalistes industriels au-dessous de sa valeur, au-dessous de son coût de production.

Le capital commercial intervient dans la formation du taux général du profit en raison de son importance par rapport au capital total. Dans notre exemple le taux moyen du profit était de 18 % il aurait été de 20 %, si 1/10 du capital n'avait pas été du capital commercial. Notre définition du coût de production doit donc être modifiée quelque peu. Ce coût, qu'il y ait capital commercial ou non, est le prix de la marchandise, c'est-à-dire son prix de revient (la valeur du capital constant + celle du capital variable) augmenté du profit moyen. Mais ce profit moyen n'est plus le même; s'il résulte encore du profit total engendré par le capital productif, il est calculé non plus d'après ce capital productif, mais d'après celui-ci augmenté du capital commercial. Notre capital productif était de 900 et notre capital commercial de 100 ; notre profit total de 180 a donné, non un taux moyen de  $180 / 900 = 20 \%$ , mais un taux de  $180 / 1000 = 18 \%$ , et le prix de revient étant  $k$ , le coût de production, a été de  $k + 162$  au lieu de  $k + 180$ . La part du capital commercial est donc déjà comprise dans le taux moyen du profit, de sorte que si nous désignons par  $h$  le profit commercial, nous voyons que la valeur réelle, le véritable coût de production du capital-marchandise, est  $k + p + h$ . Le prix de vente du capitaliste industriel est donc inférieur au véritable coût de production, et si l'on considère l'ensemble des marchandises, on peut dire que les prix auxquels elles sont vendues par la classe des capitalistes industriels sont inférieurs à leurs valeurs. Ainsi, dans notre exemple, la marchandise a été vendue par le capitaliste industriel à 900 (prix de revient) + 18 % de 900 =  $900 + 162 = 1062$ . En vendant à 118 la marchandise qui ne lui a coûté que 100, le commerçant augmente, il est vrai, le prix de 18 % ; mais comme la marchandise vaut 118, il ne la vend pas au-dessus de sa valeur. Nous attribuerons dorénavant à l'expression « coût de production » le sens que nous venons de préciser. Le profit des capitalistes industriels sera donc égal à la différence entre le coût de production et le prix de revient, tandis que le profit des commerçants sera exprimé par l'excédent du prix de vente sur le coût de production, ce dernier représentant le prix d'achat des commerçants; enfin le prix des marchandises sera égal à leur coût de production augmenté du profit commercial. De même que le capital industriel ne réalise un profit que parce que de la plus-value a été préalablement incorporée au produit, de même un profit ne tombe en partage au capital commercial que parce que toute la plus-value incorporée au produit n'a pas été réalisée par le capital industriel<sup>3</sup>. Le commerçant vend à un prix supérieur à celui auquel il achète, non parce que son prix de vente est supérieur à la valeur de la marchandise, mais parce que son prix d'achat est inférieur à cette valeur.

Le capital commercial contribuant à ramener la plus-value au niveau du profit moyen sans participer à sa production, il en résulte que le taux général du profit contient d'avance la plus-value qui tombe en partage au capital commercial.

L'exposé que nous venons de faire conduit aux conclusions suivantes :

1. Le taux du profit industriel est d'autant plus petit que le capital commercial est plus important par rapport au capital industriel.
2. L'intervention du capital commercial accentue l'écart entre le taux de la plus-value et celui du profit. Nous avons vu dans la première partie, que le taux du profit est toujours plus petit que celui de la plus-value et qu'il exprime un degré d'exploitation du travail plus petit que la réalité; c'est ainsi que dans notre exemple d'un produit d'une valeur de  $720 c + 180 v + 180 p'$ , le taux de la plus-value était de 100 %, tandis que celui du profit n'était que de 20 %. L'intervention du

<sup>3</sup> John Bellers.

capital commercial a en pour effet d'augmenter cette différence, puisqu'il a fait tomber le taux du profit de 20 % à 18 %. Le taux moyen du profit du producteur immédiat est donc une expression inférieure à la réalité.

Toutes choses égales, l'importance relative du capital commercial (nous faisons abstraction du commerce de détail, qui constitue une catégorie hybride et exceptionnelle) est d'autant plus petite que sa rotation est plus accélérée et, par conséquent, que la reproduction est plus énergique. Dans l'analyse scientifique, le taux général du profit semble prendre naissance dans le capital industriel et sous l'action de la concurrence, pour se modifier et se compléter par l'intervention du capital commercial. L'évolution historique présente les choses sous l'aspect inverse. C'est le capital commercial qui a d'abord déterminé les prix des marchandises plus ou moins d'après leurs valeurs, et c'est dans la circulation servant d'intermédiaire à la reproduction que s'est constitué en premier lieu un taux général du profit. Plus tard, lorsque le système capitaliste s'est généralisé et que le producteur lui-même est devenu commerçant, le profit commercial a été ramené à n'être qu'une fraction de la plus-value, la quote-part assignée au capital commercial considéré comme une partie du capital total engagé dans la reproduction sociale.

Nous avons vu que lorsque se fait l'égalisation des profits par l'intervention du capital commercial, il n'entre dans la valeur des marchandises aucun élément supplémentaire correspondant au capital-argent avancé par le commerçant, et que ce qui est ajouté au prix pour former le profit du commerçant est simplement égal à la partie de la valeur de la marchandise que le capital productif n'a pas pu faire entrer dans le coût de production. Il en est de ce capital-argent comme du capital fixe industriel, tant que celui-ci n'est pas consommé et que sa valeur n'est pas devenue un élément de la valeur de la marchandise. Son prix d'achat équivaut au coût de production  $A$  et son prix de vente est  $A + \Delta A$ , où  $\Delta A$  exprime la somme que le taux général du profit ajoute au prix de la marchandise; de sorte que la vente produit non seulement  $\Delta A$ , mais restitue le capital-argent qui a été avancé pour l'achat. Il se manifeste ici de nouveau que le capital-argent du commerçant n'est que le capital-marchandise du capitaliste industriel transformé en argent, et qu'il n'affecte pas plus la valeur de la marchandise que si celle-ci était vendue directement à celui qui doit la consommer. Sa seule action consiste à en anticiper le paiement, et encore n'en est-il ainsi que pour autant que le commerçant, ainsi que nous l'avons admis, n'est astreint à aucun faux frais et qu'en dehors du capital-argent pour acheter la marchandise au producteur, il n'engage aucun autre capital, soit fixe, soit circulant, dans le procès des métamorphoses de la marchandise. Cette condition ne se présente pas dans la réalité, comme nous l'avons vu dans l'étude des frais de la circulation (vol. II, chap. VI), qui nous a montré que celle-ci donne lieu à des dépenses que le commerçant rencontre directement dans la conduite de ses affaires ou qui proviennent d'autres agents de la circulation.

Quels que soient ces frais, qu'ils soient inhérents directement à l'entreprise commerciale ou qu'ils proviennent d'opérations complémentaires, comme l'expédition, le transport, l'emmagasinage, ils exigent que le commerçant dispose d'un capital supplémentaire à côté du capital-argent qu'il consacre à l'achat des marchandises. Ce capital supplémentaire passe dans le prix de vente, entièrement s'il est du capital circulant, partiellement et proportionnellement à son usure s'il est du capital fixe ; seulement il y passe comme un élément constituant une valeur nominale, même lorsqu'il n'ajoute à la marchandise aucune valeur réelle, comme par exemple, les dépenses purement commerciales de la circulation. Qu'il soit circulant ou fixe, tout le capital supplémentaire contribue à la formation du taux général du profit.

Les frais purement commerciaux, c'est-à-dire ceux qui ne résultent pas de l'expédition, du transport et de l'emmagasinage, sont nécessaires pour réaliser la valeur de la marchandise, pour la convertir de marchandise en argent ou d'argent en marchandise, en un mot pour en permettre l'échange. Il faut donc les distinguer de certains actes de production qui continuent pendant la circulation et qui d'ailleurs peuvent se produire absolument en dehors de l'entreprise commerciale. C'est ainsi que l'industrie du transport et les entreprises d'expédition peuvent être et sont en réalité des branches en dehors du commerce - de même les marchandises à négocier peuvent être emmagasinées dans des docks ou des entrepôts publics, et donner lieu à des frais que des tierces personnes porteront en compte au commerçant. Tous ces faits se présentent couramment dans le grand commerce, où le capital commercial fonctionne dans sa forme la plus pure et se cantonne le plus rigoureusement sur le terrain qui lui est propre. Les entrepreneurs de charriage, les directeurs de chemins de fer, les affréteurs ne sont pas des « commerçants », et les frais dont ils grèvent les produits ne sont pas ceux que nous considérons ici et qui portent exclusivement sur l'achat et sur la vente. Précédemment déjà, nous avons constaté que ces frais consistent uniquement en dépenses de comptabilité, de correspondance, etc., et qu'ils ont pour point de départ un capital constant qui comprend le mobilier de bureau, les registres, le papier, etc., et un capital variable qui sert à payer les salaires des employés. (Les frais d'expédition, de transport, de droits d'entrée, etc., peuvent être considérés en partie comme des avances faites pour l'acquisition des marchandises et doivent comme telles être intégrées au prix d'achat.)

Tous ces frais, qui résultent de ce que la forme économique du produit est la marchandise, prennent naissance, non dans la production de la valeur d'usage, mais au cours de la réalisation de la valeur. Ils sont inhérents, non au procès de production, mais au procès de circulation et par suite au procès de reproduction. La seule partie qui nous intéresse ici est celle qui est dépensée sous forme de capital variable. (Nous aurions en outre à examiner : 1° Comment la loi qui veut que la valeur de la marchandise ne contient que du travail nécessaire, se vérifie dans la circulation ; 2° Comment l'accumulation s'accomplit dans le capital commercial ; 3° Comment le capital commercial fonctionne dans le procès de reproduction sociale.)

Si le temps de travail que les capitalistes industriels perdent lorsqu'ils se vendent leurs produits entre eux - ou objectivement parlant, le temps de rotation - n'ajoute rien à la valeur de la marchandise, il est évident qu'il en est de même

lorsque l'opération est faite par le commerçant se substituant à l'industriel. La transformation de la marchandise (du produit) en argent et de l'argent en marchandise (en moyens de production) est une fonction inévitable du capital industriel et du capitaliste, qui est le capital doué de conscience et de volonté. Cette fonction, bien qu'elle réponde à une opération indispensable du procès de reproduction, n'engendre ni valeur, ni plus-value, et il en est de même lorsque dans la sphère de la circulation le commerçant vient prendre la place de l'industriel. Si le commerçant ne l'accomplissait pas et s'il n'y consacrait pas le temps de travail qu'elle exige, il ne ferait pas de son capital un agent de circulation du capital industriel, et il n'aurait pas à participer, en proportion de l'argent qu'il avance, au profit produit par la classe des capitalistes industriels. Pour participer à la plus-value, pour mettre en valeur son capital, le capitaliste commerçant doit s'abstenir d'occuper des salariés. Lorsque son entreprise et son capital sont de peu d'importance, il doit être le seul travailleur qu'il utilise ; car ce qui lui est payé est la partie du profit qui équivaut à la différence entre le prix auquel il achète les marchandises et leur véritable coût de production.

Lorsque le commerçant opère avec un petit capital, le profit qu'il réalise peut ne pas être supérieur et même être inférieur au salaire d'un ouvrier habile et bien payé. De même, à côté de lui fonctionnent des agents commerciaux dépendant directement de l'entreprise industrielle, chargés de la vente ou de l'achat, ayant autant ou même plus de revenu que lui, sous forme d'un salaire ou d'une commission sur la vente. Il se différencie de ceux-ci en ce qu'il encaisse le profit commercial comme capitaliste autonome, tandis que les autres ne reçoivent qu'un salaire de l'industriel qui empoche alors à la fois le profit industriel et le profit commercial. Dans tous ces cas, le revenu de l'agent de la circulation, qu'il se présente comme un salaire ou comme un profit, résulte uniquement du profit commercial et cela parce que dans ces circonstances le travail n'est pas créateur de valeur.

Toute prolongation des opérations de la circulation constitue : 1° au point de vue du capitaliste industriel, une perte de temps qui l'empêche de vaquer à ses fonctions de directeur du procès de production ; 2° au point de vue du produit, un retard dans sa transformation en argent ou en marchandise et un séjour exagéré dans le procès de circulation, qui n'ajoute rien à sa valeur et qui interrompt le procès de production. Cette interruption ne peut être évitée que par une réduction de la production ou la mise en œuvre d'un capital-argent supplémentaire, ce qui revient à dire, ou bien que le capitaliste doit se résoudre à retirer moins de profit du capital qu'il a engagé ou bien qu'il doit donner plus d'importance à celui-ci s'il veut continuer à toucher le même profit. La substitution du commerçant à l'industriel ne modifie en rien cette situation. C'est le commerçant qui maintenant consacre son temps à la circulation et c'est lui qui avance le capital supplémentaire qu'elle exige ; aussi le capitaliste industriel doit lui abandonner une partie de son profit, à laquelle d'ailleurs il aurait dû renoncer s'il avait affecté à la circulation une fraction de son capital productif. Tant que l'importance du capital commercial ne dépasse pas ce qu'elle doit être, l'intervention du commerçant n'a que ce seul effet que la circulation prend moins de temps, exige moins de capital supplémentaire et détermine une perte moindre de profit. Dans l'exemple dont nous nous sommes servis plus haut, le capital industriel  $720 c + 180 v + 180 p$  servi par un capital commercial de 100, donne à l'industriel 162 ou 18 % de profit ; il est probable que si l'industriel s'était chargé lui-même de la vente, il aurait dû affecter à la circulation un capital de 200 au lieu de 100, ce qui l'aurait conduit à engager un capital de 1100 au lieu d'un capital de 900, qui, pour une plus-value de 180, ne lui aurait donné qu'un profit de 16 4/11 %.

Si outre le capital additionnel qui sert à acheter de nouvelles matières avant que la marchandise en circulation soit reconvertie en argent, l'industriel qui vend lui-même son produit doit encore avancer du capital sous forme de frais de bureau et de salaires pour assurer la circulation de ce qu'il met en vente, ce capital n'est pas producteur de plus-value ; il doit être reconstitué par la vente de la marchandise et doit par conséquent figurer dans la valeur de celle-ci. On peut donc dire qu'une partie du capital total de la société doit servir à des opérations secondaires, qui ne contribuent pas au procès de mise en valeur ; cette partie doit être continuellement reproduite. Il en résulte, tant pour chaque capitaliste considéré individuellement que pour l'ensemble des capitalistes, une réduction du taux du profit, qui est d'autant plus importante que la quantité de capital nécessaire pour faire circuler la même masse de capital variable est plus considérable.

Cette réduction du taux du profit persiste évidemment lorsque les frais inhérents à la circulation sont transférés de l'industriel au commerçant, seulement elle a lieu d'une autre manière et dans une moindre mesure. En effet, le commerçant doit alors avancer plus de capital qu'il n'en engagerait si ces frais n'existaient pas, et son profit est augmenté du profit qui doit être attribué à ce capital additionnel ; le capital commercial intervient donc pour une plus large part dans la constitution du taux du profit moyen et celui-ci devient nécessairement plus petit. Si, dans notre exemple, en dehors du capital commercial de 100 il fallait avancer 50 pour les frais commerciaux supplémentaires, la plus-value de 100 se répartirait sur 900 de capital productif + 150 de capital commercial = 1050, et le taux moyen du profit tomberait à 17 1/7 %. L'industriel aurait cédé sa marchandise au commerçant au prix de  $900 + 154 \frac{2}{7} = 1054 \frac{2}{7}$  et le commerçant l'aurait vendue à 1130, soit  $1080 + 50$  pour les frais qu'il doit payer. Il est vrai que la division du capital en capital industriel et capital commercial entrave inévitablement la centralisation des opérations commerciales et la réduction de leurs frais.

Il s'agit maintenant de caractériser les salaires des ouvriers occupés par le capitaliste commerçant. Ces ouvriers ont des salaires comme tous les autres et leur travail est acheté, par le capital variable du commerçant et non par l'argent de son revenu ; ils sont payés non pour des services personnels, mais pour faire valoir le capital, et leur salaire est déterminé comme celui de tous les salariés, non par le produit de leur travail, mais par les frais de production et de reproduction de leur force de travail. Mais entre eux et les ouvriers occupés directement par l'industrie, il existe la même différence qu'entre le capital industriel et le capital commercial, entre l'industriel et le commerçant. Le commerçant est un simple agent de la circulation, qui ne crée ni valeur ni plus-value (la valeur ajoutée à la marchandise par les frais qu'il supporte est une valeur

qui existait précédemment et la seule question qui soit à résoudre est de savoir comment il conserve la valeur de son capital constant) ; de même les ouvriers que le commerçant occupe comme agent à la circulation ne peuvent produire aucune plus-value pour lui. Nous supposons ici, comme nous l'avons fait pour les ouvriers productifs, que le salaire correspond rigoureusement à la valeur de la force de travail et que le commerçant ne s'enrichisse pas en portant en compte des salaires fictifs, plus élevés que ceux qu'il paie en réalité.

La difficulté ne consiste pas à éclaircir comment le salaire commercial, tout en n'étant pas producteur de plus-value, peut rapporter un profit à celui qui l'occupe; l'analyse générale du profit commercial a fourni la réponse à cette question. De même que le capitaliste industriel réalise un profit parce qu'il vend, incorporé à la marchandise, du travail qu'il n'a pas payé, de même le capitaliste commercial fait un profit parce que, ne payant pas intégralement au capitaliste industriel le travail non payé que celui-ci a intégré au produit, il porte néanmoins cette partie de travail en compte à ses acheteurs. Le rapport entre le capital commercial et la plus-value diffère complètement de celui entre la plus-value et le capital industriel ; ce dernier produit de la plus-value en s'appropriant directement du travail non payé, tandis que le premier se borne à se faire allouer une partie de la plus-value produite par le capital-industriel.

C'est uniquement parce qu'il a pour fonction d'assurer la réalisation de la valeur, que le capital commercial participe au procès de reproduction et recueille une part de la plus-value produite par le capital total. Pour chaque commerçant, cette part dépend du capital qu'il peut consacrer à la vente et à l'achat, et ce capital peut être d'autant plus grand qu'il extorque à ses commis une quantité de travail non payé plus considérable. Le commerçant fait exécuter par des salariés la plus grande partie des opérations qui permettent à son argent d'être un capital; le travail qu'il ne paye pas à ceux-ci ne produit pas de plus-value, mais est recueilli par lui comme plus-value, ce qui revient au même au point de vue du profit qu'il encaisse. S'il n'en était pas ainsi, aucune entreprise commerciale ne pourrait être exploitée en mode capitaliste.

La difficulté est la suivante : le commerçant ne créant pas de la valeur par son travail (bien que celui-ci lui permette de s'assurer une part de la plus-value produite ailleurs), en est-il de même du capital variable qu'il avance pour l'achat de la force de travail ? Ce capital doit-il être ajouté au capital commercial comme avance pour subvenir aux frais de celui-ci ? S'il n'en est pas ainsi, il paraît y avoir contradiction avec la loi de l'égalisation des taux du profit - en effet, quel est le capitaliste qui avancerait 150 s'il sait qu'ils ne peuvent fonctionner que comme un capital de 100 ? Et s'il en est ainsi, la contradiction se reporte sur la nature même du capital commercial, qui fonctionne comme capital, non parce qu'il met en œuvre, comme le capital industriel, le travail d'autrui, mais parce qu'il travaille lui-même, exerce lui-même les fonctions de l'achat et de la vente et recueille à ce titre une partie de la plus-value engendrée par le capital industriel.

(Nous avons donc à analyser : le capital variable du commerçant, la loi du travail nécessaire dans la circulation, la conservation de la valeur du capital constant par le travail commercial, le rôle du capital commercial dans le procès de reproduction, enfin le dédoublement du capital du commerce en capital-marchandise et capital-argent, correspondant à la subdivision en capital du commerce de marchandises et capital du commerce d'argent).

Si chaque commerçant ne possédait que le capital qu'il peut faire valoir par son travail personnel, il y aurait une subdivision à l'infini du capital commercial et cet émiettement s'accentuerait à mesure que la production capitaliste, prenant plus d'extension, opérerait avec des masses de capitaux de plus en plus considérables. A mesure que le capital se concentrerait dans la sphère de la production, il se décentraliserait dans celle de la circulation. Le cercle d'opérations et par suite les dépenses purement commerciales du capitaliste industriel s'étendraient à l'infini, puisqu'au lieu de cent il aurait mille commerçants en face de lui. Une bonne partie des avantages résultant de l'individualisation et de l'autonomie du capital commercial disparaîtrait, et non seulement il y aurait majoration des frais de vente et d'achat, mais accroissement de toutes les autres dépenses de circulation (échantillonnage, expédition, etc.). Tels seraient les inconvénients en ce qui concerne le capital industriel ; ils ne seraient pas moindres pour le capital commercial. Si calculer avec de grands chiffres ne coûte pas plus de peine que faire des opérations d'arithmétique avec de petits chiffres, il faut au contraire dix fois plus de temps pour faire dix achats de 100 £ qu'un seul de 1000 et de même la correspondance (papier, timbres) coûte dix fois plus avec dix petits commerçants qu'avec un grand. La division du travail dans l'établissement commercial où un commis fait la comptabilité pendant que l'autre tient la caisse et un troisième fait la correspondance, où l'un achète pendant que l'autre vend et un autre voyage, assure une économie de temps considérable, à tel point que le nombre des salariés occupés par le grand commerce est hors de toute proportion avec l'importance des affaires. Il en est ainsi parce que dans le commerce bien plus que dans l'industrie certaines fonctions prennent le même temps, qu'elles soient exercées en grand ou en petit; aussi la concentration apparaît-elle dans le commerce bien avant de se manifester dans l'industrie. Ce que nous avons dit du capital variable est vrai du capital constant : cent petits comptoirs et cent petits magasins coûtent beaucoup plus cher qu'un grand, et les frais de transport augmentent avec l'émiettement.

Le capitaliste industriel aurait, par conséquent, à dépenser beaucoup plus de temps et d'argent pour la partie commerciale de son entreprise; il en serait de même du côté du capital commercial, qui, disséminé entre un grand nombre de petits commerçants, n'assurerait la fonction qui lui est assignée que par le concours d'un très grand nombre de travailleurs et devrait lui-même avoir une importance exagérée pour faire circuler un même capital-marchandise. Si nous appelons  $B$  tout le capital commercial consacré directement à l'achat et la vente des marchandises, et  $b$  le capital variable affecté au paiement des salariés des opérations commerciales,  $B + b$  sera plus petit que le capital  $B'$  qui serait nécessaire si  $b$  n'existait pas, c'est-à-dire si au lieu d'avoir un certain degré de concentration des affaires, chaque commerçant opérait individuellement, sans le concours d'un employé.

Le prix de vente des marchandises doit être suffisant :

1. pour donner le profit moyen correspondant à  $B + b$  (ce qui s'explique par ce fait que  $B + b$  représente un capital plus petit que celui qui serait nécessaire si  $b$  n'existait pas);
2. pour renouveler le capital variable  $b$ , c'est-à-dire le salaire que le commerçant paie à ses employés.

Ce  $b$  constitue-t-il un nouvel élément du prix ou est-il simplement une partie du profit rapporté par  $B + b$ , dans lequel il figure comme élément reconstituant le salaire des employés, c'est-à-dire le capital variable du commerçant ? Dans ce dernier cas, le profit réalisé par le commerçant sur le capital  $B + b$  qu'il avance, ne serait donc que le profit qui d'après le taux général retombe sur  $B$ , augmenté de la quantité  $b$  représentant le salaire des employés, c'est-à-dire une somme qui ne donne aucun profit.

Il s'agit de trouver la limite mathématique de  $b$ . Désignons par  $B$  le capital servant directement à la vente et à l'achat des marchandises, par  $k$  le capital constant (les dépenses de matériel) nécessaire pour ces opérations et par  $b$  le capital-variable que le commerçant doit avancer.

Le renouvellement de  $B$  ne soulève aucune difficulté.  $B$  est le prix d'achat du commerçant, c'est-à-dire le coût de production du fabricant. Le commerçant retrouve ce coût dans son prix de vente, qui lui rapporte en outre le profit correspondant à  $B$ . Si, par exemple, la marchandise lui coûte 100 £ et si le profit est de 10 %, il la revendra 110 £. Le capital commercial de 100 a donc ajouté 10 au prix de la marchandise, qui avant la vente ne coûtait que 100.

Le capital constant  $k$  du commerçant est au maximum aussi grand et en réalité plus petit que le capital constant que le producteur devrait employer pour la vente et l'achat, et qui pour lui représenterait une somme additionnelle au capital constant qu'il consacre à la production. Cette partie doit toujours être reconstituée par le prix de la marchandise ou, ce qui revient au même, une partie correspondante de la marchandise - en considérant tout le capital de la société - doit être constamment reproduite sous cette forme. Cette partie du capital constant, comme tout le capital avancé directement pour la production, aura pour effet de diminuer le taux du profit. Elle n'est plus avancée par l'industriel, dès que celui-ci reporte sur le commerçant la partie commerciale de son entreprise, et c'est alors ce dernier qui en fait l'avance. Mais cette avance n'est que nominale, car le commerçant ne produit ni reproduit le capital constant qu'il utilise ; ce dernier est produit par des capitalistes industriels spéciaux, dont les entreprises sont analogues à celles des industriels qui fournissent le capital constant aux producteurs d'aliments. Le commerçant, qui perçoit un profit sur ce capital reproduit par d'autres, réduit donc doublement le profit de l'industriel ; mais grâce à la concentration et à l'économie résultant de la division du travail, cette réduction est moins importante qu'elle ne le serait si l'industriel devait lui-même avancer le capital (lequel serait, dans ce cas, plus considérable).

Les deux éléments  $B$  et  $k$  du prix de vente que nous avons analysés jusqu'à, présent ne donnent pas lieu à difficulté, ainsi qu'on vient de le voir. Nous avons maintenant à nous occuper de  $b$ , du capital variable avancé par le commerçant. L'intervention de  $b$  ramène l'expression du prix de vente à  $B + k + b +$  le profit sur  $(B + k) +$  le profit sur  $b$ .

$B$  reconstitue le prix d'achat et  $y$  ajoute le profit qui lui correspond. De même  $k$  ne figure dans le prix de vente qu'avec sa valeur et le profit qui lui échoit, et encore peut-on dire que s'il était avancé par l'industriel, au lieu de l'être par le commerçant, il représenterait une somme plus considérable. Jusqu'à présent, le profit moyen n'a donc subi d'autre réduction que celle correspondant au profit de  $B + k$ , c'est-à-dire le profit d'un capital spécial, le capital du commerçant. Il n'est pas de même de  $b +$  le profit sur  $b$ , c'est-à-dire  $b + 1/10 b$ , en supposant un profit de 10 %. C'est ici que se trouve la véritable difficulté.

Ce que le commerçant achète pour  $b$ , c'est selon notre hypothèse du travail appliqué exclusivement à la circulation et indispensable pour qu'un capital puisse fonctionner comme capital commercial, c'est-à-dire assurer la conversion de la marchandise en argent et de l'argent en marchandise. C'est du travail qui réalise des valeurs mais n'en produit pas, et ce n'est que pour autant qu'il fonctionne dans ces conditions, que le capital avancé pour le payer intervient dans la fixation du taux général du profit et participe au profit total. L'expression  $b +$  profit de  $b$  semble cependant exprimer la rémunération du travail que le commerçant doit exécuter lui-même (peu importe que l'industriel lui remette cet argent pour le travail qu'il fait lui-même ou pour celui qu'il confie à des commis) augmentée du profit retombant sur cette rémunération. Le capital commercial récupérerait donc d'abord le paiement de  $b$  et percevrait ensuite un profit sur  $b$ , c'est-à-dire qu'il se ferait d'abord payer le travail en vertu duquel il est capital commercial et qu'il réclamerait ensuite un profit en tant que capital. C'est là la question qui est à résoudre :

Supposons que  $B$  soit égal à 100,  $b$  à 10 et le taux du profit à 10 %. Admettons que  $k$  soit nul, afin de ne pas introduire inutilement dans notre calcul un élément dont le rôle a été éclairci. Le prix de revient sera donc  $B + Bp' + b + bp'$  exprimant le taux du profit, soit  $100 + 10 + 10 + 1 = 121$ .

Si  $b$  n'était pas avancé par le commerçant pour le salaire ( $b$  n'est payé que pour la réalisation de la valeur de la marchandise que le capital industriel jette au marché), les choses se présenteraient comme suit : pour acheter et vendre pour  $B = 100$ , le commerçant donne son temps (et nous supposons qu'il y consacre tout son temps). Le salaire qui était représenté par  $b = 10$  et qui était la rémunération du travail du commerçant devient maintenant un profit, supposant un capital commercial de 100 (étant donné que nous avons admis un taux du profit de 10 %). Il y a donc un second  $B = 100$ , qui n'entrera pas dans le prix de la marchandise, mais y introduira 10 % de sa valeur et nous nous trouvons en présence de deux opérations de 100 chacune (soit en tout 200) qui achèteront des marchandises pour  $200 + 20 = 220$ .

Le capital commercial n'étant qu'une partie du capital industriel devenu autonome pour assurer la circulation, toutes les questions qui s'y rapportent doivent être examinées comme si les phénomènes propres au capital commercial n'étaient pas encore séparés de ceux accompagnant le fonctionnement du capital industriel. Dans le bureau du capitaliste industriel, qui est le pendant de son usine, le capital commercial fonctionne sans interruption dans le procès de circulation et c'est là que nous aurons à étudier en premier lieu le *b* qui nous intéresse. Ce bureau est toujours infiniment petit relativement à l'usine, bien qu'à mesure que la production prend des proportions plus considérables, les opérations commerciales et les travaux de comptabilité deviennent plus importants, tant pour la vente des produits devenus marchandises que pour la conversion en moyens de production de l'argent provenant de leur vente. Le calcul des prix, la comptabilité, la tenue de la caisse, la correspondance, toutes ces opérations acquièrent d'autant plus d'importance que la production se fait à une échelle plus grande, sans que cependant les opérations commerciales du capital industriel, le travail et les frais de circulation pour la réalisation de la valeur et de la plus-value gagnent en importance proportionnellement à l'extension de la production. Le capitaliste industriel se voit donc obligé de confier tous ces travaux à des employés salariés, pour la rémunération desquels il doit avancer un capital qui, tout en servant à payer des salaires, diffère du capital variable avancé pour payer le travail productif, en ce qu'il augmente la masse de capital qui doit être engagée sans fournir un accroissement correspondant de la plus-value. Ce capital supplémentaire sert en effet à payer du travail dépensé uniquement pour la réalisation de valeurs déjà créées et, comme toute avance du même genre qui fait augmenter le capital sans plus-value, il détermine une baisse du taux du profit. (La plus-value *p* restant constante pendant que le capital *C* s'accroît et devient  $C + \Delta C$ , le taux du profit  $p / C$  baisse et devient  $p / (C + \Delta C)$ .) Il s'ensuit que l'industriel cherche à réduire au minimum ces frais de circulation de même qu'il fait pour toutes ses dépenses en capital constant, et qu'il ne se comporte pas de la même manière à l'égard de ses salariés commerciaux qu'à l'égard de ses salariés productifs. Plus il occupe de ces derniers, plus, toutes circonstances égales, sa production est importante et plus considérables sa plus-value et son profit. Mais plus sa production prend de l'extension et par conséquent plus grandes deviennent la valeur et la plus-value qu'il doit réaliser, plus augmentent, d'une manière absolue (non relative), les frais de bureau auxquels il est assujéti et plus ils donnent lieu à une espèce de division du travail. Ces frais ne sont possibles que pour autant que l'entreprise soit lucrative, ce qui apparaît clairement dans ce fait que les salaires commerciaux, à mesure qu'ils deviennent plus importants, sont généralement payés en partie par un prélèvement sur le profit. Il est tout naturel qu'un travail qui se rapporte exclusivement au calcul et à la réalisation des valeurs et à la reconversion de l'argent en moyens de production, dont l'importance dépend des valeurs produites et à réaliser agisse, non comme cause à l'exemple du travail productif, mais comme conséquence de ces valeurs. Il en est de même des autres frais de circulation. L'importance des travaux de mesurage, de pesage, d'emballage et de transport dépend de la masse des marchandises qui doivent être l'objet de ces opérations.

Le travailleur du commerce ne produit pas directement de la plus-value ; le prix de son travail est déterminé par la valeur de sa force de travail, c'est-à-dire par les frais de production de cette dernière, tandis que l'exercice et l'usure de sa force de travail n'est pas plus limitée par sa valeur que celle de tout autre salarié. Il n'existe donc aucun rapport nécessaire entre son salaire et la masse de profit qu'il aide à réaliser. Ce qu'il coûte au capitaliste diffère absolument de ce qu'il lui rapporte. Il rapporte, non parce qu'il produit directement de la plus-value, mais parce qu'il contribue à diminuer la dépense de réalisation de la plus-value, dans la mesure du travail non payé qu'il accomplit. Les véritables travailleurs du commerce appartiennent à la classe des salariés bien payés, ceux qui font du travail qualifié supérieur au travail moyen. Leur salaire tend à baisser, même par rapport au travail moyen, à mesure que la production capitaliste se développe : d'abord, par suite de la division du travail, qui permet sans qu'il en coûte au capitaliste de développer et de perfectionner les aptitudes des travailleurs dans une direction; ensuite grâce aux progrès de la science et de l'enseignement, qui diffusent plus rapidement et plus complètement l'instruction générale, les connaissances commerciales et linguistiques, et qui sous l'influence du régime capitaliste adoptent des méthodes plus pratiques. Le développement de l'instruction, en permettant le recrutement des salariés du commerce dans des classes qui précédemment ne fournissaient pas des travailleurs de ce genre et étaient habitués à une vie moins aisée, augmente le nombre des candidats et les pousse à la concurrence; par suite, leur force de travail se déprécie et leur rémunération baisse à mesure que leurs capacités et leurs aptitudes se perfectionnent. Le capitaliste en augmente le nombre chaque fois qu'il doit réaliser plus de valeur et par conséquent plus de profit, de sorte que cette augmentation est un effet et non une cause de l'accroissement de la plus-value<sup>4</sup>.

Il se produit donc un dédoublement : d'une part, les fonctions du capital-marchandise et du capital-argent répondent à des formes générales du capital industriel; d'autre part, des capitaux et des capitalistes spéciaux sont exclusivement occupés par ces fonctions qui correspondent à des sphères spéciales de la mise en valeur du capital.

Les fonctions commerciales et les frais de circulation ne sont spécialisés que pour le capital commercial. La partie du capital industriel consacrée aux opérations commerciales est caractérisée, non seulement en ce qu'elle se présente sous forme de capital-marchandise et de capital-argent, mais aussi en ce qu'elle fonctionne dans le bureau à côté de l'atelier.

<sup>4</sup> Cette prédiction faite en 1865 au sujet du sort du prolétariat du commerce s'est complètement vérifiée depuis, et parmi ceux qui peuvent en certifier, il faut citer en première ligne les centaines d'employés allemands qui, connaissant à fond toutes les opérations commerciales et possédant trois ou quatre langues, offrent en vain leurs services dans la Cité de Londres, à raison de 25 shillings par semaine, bien au-dessous du salaire d'un mécanicien habile. Une lacune de deux pages dans le manuscrit indique que ce point avait été détaillé plus longuement. Au surplus qu'on veuille s'en rapporter au volume II, chapitre VI (les frais de circulation) qui s'occupe de différents points qui sont traités ici. - F. E.

Quand elle devient autonome et se transforme en capital commercial, le bureau devient son seul atelier. La partie du capital correspondant aux frais de circulation est beaucoup plus importante chez le grand commerçant que chez l'industriel, parce que les opérations commerciales de toute la classe des industriels sont concentrées aux mains de quelques commerçants qui s'occupent à la fois des fonctions et des frais de la circulation.

Au point de vue du capital industriel, les dépenses de la circulation sont de faux frais ; elles sont, au contraire, la source du profit du commerçant dont elles rendent l'entreprise d'autant plus lucrative - le taux général du profit étant donné - qu'elles sont plus considérables. L'avance pour les frais de la circulation est donc une avance productive pour le capitaliste commerçant et de même le travail qu'il achète est pour lui immédiatement productif.

## Chapitre XVIII : La rotation du capital commercial – Les prix

La rotation du capital industriel comprend la production et la circulation, c'est-à-dire le procès de production tout entier. La rotation du capital commercial, qui n'est que le mouvement du capital-marchandise devenu autonome, ne comporte que la première phase M-A de la métamorphose de la marchandise, c'est-à-dire le cycle (M-A, A-M) d'un capital qui se reconstitue continuellement. Le commerçant achète et convertit son argent en marchandise; il revend et transforme la marchandise en argent, et les mêmes opérations se succèdent continuellement. Dans la circulation le capital industriel subit la métamorphose  $M_1$ -A- $M_2$  : l'argent provenant de la vente du produit  $M_1$  est employé à acheter les moyens de production  $M_2$  et sert d'intermédiaire pour l'échange des deux marchandises  $M_1$  et  $M_2$ . Il en est autrement chez le commerçant ; ici, l'argent après avoir effectué l'opération A-M-A', qui fait changer la marchandise deux fois de possesseur, revient à celui qui l'a avancé.

Lorsque, disposant d'un capital de 100 £, le commerçant achète pour 100 £ de marchandises et les revend pour 110 £, il fait accomplir une rotation à son capital, qui effectuera autant de rotations par an que se répétera de fois l'opération A-M-A'. Nous faisons abstraction des frais du commerçant qui, le cas échéant, interviennent dans la différence entre le prix de vente et le prix d'achat; ces frais ne peuvent modifier d'aucune manière le phénomène que nous voulons étudier.

Il y a analogie entre les rotations successives d'un capital commercial déterminé et la circulation de l'argent considéré simplement comme l'instrument des échanges. De même qu'un thaler, lorsqu'il circule dix fois, achète des marchandises qui représentent dix fois sa valeur, de même 100 de capital-argent d'un commerçant, lorsqu'ils font dix rotations, achètent des marchandises d'une valeur de 1000. Les deux opérations présentent cependant une différence. Lorsque l'argent fonctionne comme instrument de la circulation, ce sont les mêmes pièces de monnaie qui, passant d'une main à l'autre, accomplissent toujours la même fonction, de sorte que plus vite elles circulent moins leur quantité doit être considérable. Chez le commerçant, au contraire, c'est le même capital-argent, quelles que soient les pièces de monnaie qui le constituent, qui achète et vend continuellement des marchandises pour l'import de sa valeur et qui reflue continuellement à son point de départ en quantité  $A + \Delta A$ , valeur + plus-value. Ce qui fait de ce cycle une rotation de capital, c'est que l'argent que la circulation ramène est toujours plus abondant que celui qui y a été versé. Il va de soi que plus la rotation du capital commercial est rapide (pour qu'il en soit ainsi, il faut un développement considérable du crédit, et dans ce cas l'argent fonctionne comme moyen de paiement), plus accélérée est la circulation d'une même somme d'argent.

La répétition de la rotation du capital du commerce de marchandises n'exprime que la répétition de l'achat et de la vente, tandis que la répétition de la rotation du capital industriel exprime la périodicité et le renouvellement de tout le procès de reproduction (qui comprend, ainsi qu'on le sait, le procès de consommation). Le capital industriel doit envoyer continuellement des marchandises au marché et continuellement lui en retirer, pour qu'une rotation rapide du capital commercial soit possible ; la lenteur du procès de reproduction entraîne la lenteur de la rotation du capital commercial. Il est vrai que de son côté le capital commercial, en diminuant la durée de la rotation, active la rotation du capital productif ; mais il n'influence pas directement la durée de la production, qui limite également le temps de rotation du capital industriel. Nous connaissons donc un premier élément qui peut entraver la rotation du capital commercial. Celle-ci peut être influencée également par la masse et la vitesse de la consommation personnelle, qui agit évidemment sur la partie du capital-marchandise qui l'alimente.

Si nous faisons abstraction des rotations dans le monde même des commerçants, qui ont pour effet, surtout lorsque la spéculation est développée, qu'une même marchandise se vend un grand nombre de fois, nous voyons que le capital commercial a pour conséquence de raccourcir la phase M-A de la rotation du capital productif. L'organisation moderne du crédit met à la disposition du commerçant une grosse partie du capital-argent de la société ; elle lui permet de renouveler ses commandes avant qu'il ait vendu toutes les marchandises de ses achats précédents (peu importe qu'il vende directement aux consommateurs ou qu'il passe par une douzaine d'intermédiaires), sans que pour ces opérations, étant donné l'élasticité extraordinaire du procès de reproduction, il rencontre un obstacle infranchissable dans la production. La séparation des actes M-A et A-M, qui découle de la nature de la marchandise, entraîne donc une demande fictive. Malgré son autonomie, le mouvement du capital commercial ne diffère pas, dans la sphère de la circulation, de celui du capital industriel ; mais grâce à elle, il est indépendant jusqu'à un certain point des limites de la reproduction et il peut même entraîner celle-ci au delà de ses bornes normales, au point que l'antagonisme entre la dépendance interne et l'indépendance extérieure devient telle qu'une crise doit intervenir pour rétablir violemment l'harmonie. C'est ainsi qu'il faut expliquer que les crises éclatent, non pas dans le commerce de détail qui est directement en rapport avec les consommateurs, mais dans les sphères du grand commerce et de la banque. Que le fabricant vende ses marchandises à un exportateur qui les revend à des clients étrangers, que l'importateur alimente de matières premières le fabricant qui fournit ses produits au marchand de gros, à un moment donné il y a toujours quelque part des marchandises restant invendues ou encombrant les magasins des producteurs et des intermédiaires. Il n'est pas rare, dans des circonstances pareilles, de voir la consommation atteindre des proportions extraordinaires, la production étant très active et les ouvriers largement occupés étant à même de dépenser plus que d'habitude. En même temps s'accroît, abstraction faite de l'accumulation (voir vol. II, troisième partie), la circulation de capital constant à capital constant, qui bien qu'elle ne dépende pas de la consommation individuelle, est cependant accélérée par elle. Stimulées par la perspective des commandes, les affaires marchent très bien pendant un certain temps et la crise n'éclate que lorsque les rentrées d'argent des commerçants, qui ont vendu à des clients éloignés ou qui ne sont pas parvenus à écouler leurs marchandises, se font



avec une telle lenteur et une telle difficulté que les banques perdent patience et que les traites arrivent à échéance avant que les marchandises soient vendues. Alors se produit le krach et en même temps prend fin le semblant de prospérité.

La rotation du capital commercial est d'autant plus difficile à pénétrer et à analyser, que la rotation d'un seul capital assure les rotations simultanées ou successives de plusieurs capitaux productifs. Elle peut déterminer également la phase opposée de la métamorphose d'un capital-marchandise. Lorsqu'un commerçant achète de la toile à un fabricant pour la revendre à un blanchisseur, son capital a une rotation M-A qui représente deux phases opposées pour les deux capitaux industriels entre lesquels il agit, et il en est de même de tout commerçant qui vend à des consommateurs productifs : son M-A est A-M pour le capital industriel auquel il vend, et son A-M est M-A pour le capital industriel auquel il achète.

Nous avons dit que nous ferons abstraction des frais de circulation  $k$ , que le commerçant doit avancer en surplus de la somme qu'il dépense pour l'achat de la marchandise ; pour constater logiquement et mathématiquement quelle est l'influence du profit et de la rotation du capital commercial sur les prix, nous devons également ne pas tenir compte du profit à  $\Delta k$  réalisé sur les frais de circulation.

Le coût de production d'une livre de sucre étant d'une £, le commerçant peut en acheter 100 pour 100 £, et si telle est la quantité qu'il achète et vend pendant une année, avec un profit moyen de 15 %, ses 100 £ deviennent 115 £. Il vendra donc la livre de sucre à raison de 1 £ 3 sh. Si le coût de production d'une livre de sucre tombait à 1 sh., 100 £ lui permettraient d'en acheter 2000, qu'il revendrait à 1 sh. 1 4/5 d. Dans les deux cas, son profit serait de 15 £, mais d'une part il devrait vendre 100 livres et de l'autre 2000. Le coût de production, qu'il soit élevé ou bas, n'a aucune influence sur le taux du profit, mais il agit d'une manière décisive sur la partie du prix de vente de chaque livre de sucre qui représente le profit commercial, c'est-à-dire sur la majoration de prix que subit une quantité déterminée de produits du fait de l'intervention du commerçant. Plus le coût de production d'une marchandise est bas, plus petit est le prix d'achat que le commerçant doit avancer pour en acheter une quantité déterminée et moindre est le profit qu'il peut réaliser à un taux donné. La productivité plus ou moins grande du capital industriel dont il vend les produits a donc une influence sur le profit qu'il peut réaliser par unité de marchandise. L'idée vulgaire qu'il dépend du commerçant de vendre beaucoup avec peu de profit ou peu avec beaucoup de profit est donc absurde, à moins qu'il ne s'agisse d'un monopole à la fois du commerce et de la production, comme celui dont jouissait en son temps la Compagnie néerlandaise des Indes. Deux facteurs sur lesquels le commerçant n'a aucune action limitent le prix de vente - d'un côté le coût de production et de l'autre le taux moyen du profit. Le seul point où sa volonté puisse intervenir - et encore doit-il tenir compte de l'importance de son capital et d'autres circonstances - c'est le choix entre un commerce de marchandises chères ou un commerce de marchandises à bon marché. Or le coût de production des marchandises dépend du degré de développement de la production capitaliste et non du bon vouloir du commerçant, et seule une compagnie purement commerciale, comme l'ancienne Compagnie néerlandaise des Indes, qui avait, en même temps un monopole de production, a pu s'imaginer qu'il lui serait possible de maintenir, dans des circonstances tout à fait modifiées, une méthode qui correspondait tout au plus aux débuts de la production capitaliste<sup>5</sup>.

Le préjugé populaire au sujet du profit commercial résulte d'une observation superficielle et de certaines idées erronées ayant cours dans le monde des commerçants, où elles sont entretenues par les faits suivants :

*Primo*. - Certains phénomènes de la concurrence, qui ne se rapportent qu'à la répartition du profit commercial entre les divers commerçants et qui se manifestent, par exemple, lorsqu'un négociant s'obstine à vendre à meilleur marché pour éliminer ses concurrents.

*Secundo*. - La naïveté d'économistes du calibre du professeur Eöseber de Leipzig, qui s' imagine que les prix de vente se sont modifiés par des raisons de sagesse et d'humanité et non par une révolution des modes de production.

*Tertio*. - Alors même que les coûts de production et par conséquent les prix de vente baissent par suite d'une augmentation de la productivité du travail, il peut arriver que les prix du marché haussent parce que la demande croît plus rapidement que l'offre, ce qui permet au prix de vente de donner un profit supérieur au profit moyen.

*Quarto*. - Il se peut qu'un commerçant réduise le prix de vente et renonce à une partie du profit usuel, afin d'accélérer la rotation d'un capital plus considérable; mais c'est là un fait qui ne concerne que la concurrence entre commerçants.

Nous avons établi, dans notre premier volume, que le prix des marchandises n'a aucune influence sur la masse et le taux de la plus-value produite par un capital déterminé, bien que le prix de chaque marchandise et la plus-value qu'il contient soient plus ou moins grands suivant le travail qui y est incorporé. Lorsque les prix des marchandises correspondent à leurs valeurs, ils sont déterminés par les quantités de travail qui y sont contenues, de sorte que si peu de travail est contenu dans beaucoup de marchandise, le prix de celle-ci est bas et la plus-value qu'elle renferme minime. Cette quantité de travail qui détermine le prix est absolument indépendante de la manière dont elle se subdivise en travail payé et travail non payé, par conséquent de la plus-value qu'elle donne. Quant au taux de la plus-value, il dépend non de la grandeur absolue de cette dernière, mais de son rapport au salaire qui a été dépensé pour produire la marchandise, il peut donc être élevé alors que la grandeur absolue de la plus-value à laquelle il correspond est petite. Enfin la grandeur absolue de la plus-value dépend, pour une marchandise déterminée, en premier lieu de la productivité du travail et en second lieu de sa subdivision en travail payé et travail non payé.

Les prix de vente du commerce partent toujours des coûts de production. S'ils étaient élevés autrefois, il faut l'attribuer :

1. aux coûts de production qui étaient élevés eux-mêmes à cause du peu de productivité du travail;
2. à l'inégalité des taux du profit, qui permettait au capital commercial de s'emparer d'une part de plus-value beaucoup plus considérable que celle qui lui serait revenue si tous les capitaux avaient eu une égale mobilité.

<sup>5</sup> « En thèse générale, le profit est toujours le même quel que soit le prix ; que le commerce prospère ou décline, il se maintient comme un élément inévitable. Aussi le commerçant élève ses prix lorsque les prix montent et les diminue lorsqu'ils baissent » (Corbet, *An Inquiry into the Causes, etc. of the Wealth of Individuals*, London 1845, p. 15). Dans ce passage comme dans notre texte, il est question du commerce ordinaire et non de la spéculation, que nous laissons en dehors de nos recherches relatives au capital commercial. « Le profit du commerçant est une valeur qui s'ajoute au capital, lequel est indépendant du prix ; le profit donné par la spéculation se base sur les variations de la valeur du capital ou du prix lui-même » (*l.c.*, p. 12).

C'est donc au développement de la production capitaliste qu'il faut attribuer la suppression de cet état de choses.

Les rotations du capital commercial varient en durée d'une branche de commerce à l'autre ; dans une même branche, elles sont plus ou moins rapides suivant la phase du cycle économique que l'on considère. Il y a cependant, pour une année, un nombre moyen de rotations que l'expérience permet de déterminer.

Nous avons vu que la rotation du capital commercial n'est pas la même que celle du capital industriel. La nature des choses le veut ainsi : ce qui n'est qu'une phase de la rotation du capital industriel est la rotation entière du capital commercial. Ces rotations diffèrent en outre en ce qui concerne la détermination des profits et des prix.

La rotation d'un capital industriel indique que la reproduction est périodique. Elle fixe la quantité de marchandises qui peut être envoyée au marché en un temps déterminé et trace une limite, extensible il est vrai, à la production et par suite à la création de valeur et de plus-value. Elle intervient donc, non pour engendrer de la plus-value, mais pour en limiter la quantité et pour fixer le taux général du profit. Le capital commercial, au contraire, pour lequel le taux moyen du profit est une grandeur donnée d'avance, ne participe ni à la création du profit, ni à celle de la plus-value; il n'intervient dans la fixation du taux général du profit que pour autant qu'il prélève sur le profit produit par le capital industriel une part qui est en rapport avec sa coopération à la formation du capital total.

Un capital industriel donne d'autant plus de profit que le nombre de ses rotations, dans les conditions énoncées dans la deuxième partie du volume II, est plus grand. L'action du taux général du profit, qui a pour effet de répartir le profit entre les divers capitaux d'après leur importance et non d'après leur participation à la formation de ce taux, n'infirme en rien cette conclusion. Les choses ne se passent pas de même pour le capital commercial. Le taux du profit de celui-ci est une grandeur donnée, qui dépend d'une part de la masse de profit produite par le capital industriel, et d'autre part du rapport du capital commercial au capital total avancé pour la production et la circulation. Il est vrai que sa grandeur absolue est en raison inverse de sa vitesse de rotation et que par conséquent celle-ci a une influence décisive sur sa grandeur relative, c'est-à-dire sur son rapport au capital total. Le capital commercial étant, par exemple, le dixième du capital total, s'élève à 1000 lorsque ce dernier est de 10.000 et à 100 s'il est de 1000, c'est-à-dire que sa valeur absolue varie alors que sa valeur relative reste constante. Mais la valeur relative peut varier avec la rapidité de la rotation. C'est ainsi qu'avec une rotation accélérée, la valeur absolue du capital commercial peut être de 1000 pour un capital total de 10.000 et de 100 pour un capital total de 1000, soit un rapport de 1/10, tandis qu'avec une rotation lente elle serait de 2000 et de 200, soit un rapport de 1/5. Le ralentissement de la rotation aurait donc augmenté la grandeur relative dans le rapport de 1/5 à 1/10. Les facteurs qui diminuent la durée de la rotation moyenne du capital commercial, tel le progrès des moyens de transport, permettent de réduire la grandeur absolue de ce capital et font hausser le taux général du profit. Le développement de la production capitaliste agit doublement sur le capital commercial. D'une part, il faut moins de capital commercial pour faire circuler la même quantité de marchandise; en effet, l'accélération du procès de reproduction détermine une rotation plus rapide du capital commercial et permet de diminuer sa grandeur relativement au capital total. D'autre part, la production capitaliste se développant, tous les produits affectent la forme de marchandises et passent par l'intermédiaire des agents de la circulation. Il n'en était pas de même autrefois lorsque la production se faisait en petit et lorsque, abstraction faite des produits qui étaient consommés directement par leurs producteurs et des prestations en nature, une bonne partie des marchandises étaient produites sur commande ou vendues directement aux consommateurs. Bien qu'à cette époque le capital commercial fût plus grand relativement au capital-marchandise qu'il devait faire circuler, il avait une grandeur absolue plus petite, parce que la partie du produit total qui circulait comme marchandise et passait par les mains des commerçants était incomparablement moins importante. Le capital commercial était relativement plus grand parce que la rotation était plus lente et parce qu'une même valeur correspondait à moins de marchandises, le prix de celles-ci étant plus élevé à cause de la moindre productivité du travail.

Le système capitaliste n'a pas seulement pour conséquence une production plus abondante de marchandises, mais la même quantité de produits, de blé par exemple, fournit une plus forte proportion de marchandises, c'est-à-dire de produits faisant l'objet d'un commerce. Il en résulte un accroissement, non seulement de la masse de capital commercial, mais de tous les capitaux agissant dans la circulation et engagés, par exemple, dans les constructions navales, les chemins de fer, la télégraphie, etc. Enfin - et ce côté des choses regarde la « concurrence des capitaux » - la quantité de capital commercial qui reste inoccupée ou qui ne parvient à fonctionner qu'à moitié augmente à mesure que la production capitaliste se développe, qu'elle trouve plus de facilité à s'introduire dans le commerce de détail et que la spéculation joue un rôle plus important.

La grandeur du capital commercial relativement au capital total étant donnée, la variation de la rotation d'après les branches de commerce où on l'observe n'agit ni sur le profit total du capital commercial, ni sur le taux général du profit. Le profit d'un commerçant dépend, non de la masse de capital-marchandise qu'il fait circuler, mais du capital-argent qu'il avance pour cette circulation. L'avance d'un commerçant étant de 100 £ et le taux général des profits étant de 15 % par an, il vendra pour 115 £ de marchandises si son capital fait une rotation en une année, et il en vendra pour 415 £ si le nombre annuel de rotations s'élève à cinq. La variation du nombre de rotations d'une branche de commerce à l'autre affecte donc directement le prix de vente des marchandises. Le surenchérissement de leur coût de production pour constituer le profit du commerçant est en raison inverse de la vitesse du capital commercial. Un capital faisant cinq rotations par an n'augmente un capital-marchandise d'une valeur donnée que d'un cinquième de ce que l'augmente un autre capital faisant une rotation seulement en une année.

Selon la vitesse moyenne de rotation des capitaux dans les différentes branches du commerce, la masse du profit qui, pour un taux général déterminé, est indépendante du caractère spécial des opérations mercantiles qui l'engendrent - se répartit de différentes manières sur des masses de marchandises de même valeur, augmentant, par exemple, le prix de 15 %, quand le capital ne fait qu'une rotation par an, l'augmentant de  $15/5 = 3$  % quand le nombre de rotations est de cinq. Un même taux de profit commercial renchérit donc les prix de vente dans des mesures très différentes suivant les durées des rotations.

Il en est tout autrement du capital industriel. Le temps de rotation de celui-ci n'a aucune influence sur les valeurs des marchandises produites, bien qu'il affecte, en faisant varier la masse de travail exploité, les quantités de valeur et de plus-value qu'un capital déterminé peut produire dans un temps donné. Il semble ne pas en être ainsi, lorsque l'on considère les coûts de production de différentes marchandises ; mais, ainsi que nous l'avons développé précédemment, les coûts de production des différentes marchandises considérées individuellement s'écartent de leurs valeurs, alors que la loi générale se vérifie dès que l'on envisage l'ensemble du procès de production, c'est-à-dire la masse de marchandises produites par le capital industriel tout entier.

Alors qu'une observation rigoureuse de l'influence du temps de rotation du capital industriel sur la création de la valeur, ramène à la loi générale qui constitue la base de l'économie politique et d'après laquelle les valeurs des marchandises sont déterminées par le temps de travail qu'elles contiennent, l'étude de l'influence des rotations du capital commercial sur les prix semble prouver que ceux-ci s'établissent d'une manière arbitraire, pour autant qu'on ne pousse pas à fond l'analyse des rouages intermédiaires. C'est ainsi que les prix semblent dépendre du profit annuel que le capitaliste a décidé de s'attribuer, quelles que soient, du moins dans certaines limites, les conditions du procès de production. Ces conceptions erronées que l'observation du capital commercial a fait germer dans les cerveaux des agents de la circulation, ont conduit à toutes les idées superficielles et fausses qui ont cours au sujet du procès de reproduction.

Ainsi que le lecteur a pu s'en convaincre, l'analyse des rapports internes du procès de production capitaliste est excessivement compliquée et il faut faire appel à la science pour en séparer les mouvements apparents des mouvements réels. Il n'est donc pas étonnant que les agents de la production et de la circulation se fassent des idées inexactes sur les lois de la production; ce fait est en quelque sorte inévitable pour les commerçants, les spéculateurs et les banquiers, et il s'explique facilement chez les industriels quand on pense aux phénomènes de circulation dans lesquels leur capital est engagé et à la formation du taux général du profit<sup>6</sup>. Ces agents se font nécessairement aussi une conception fautive du rôle de la concurrence. Les limites de la valeur et de la plus-value étant données, il est facile de voir comment, sous l'action de la concurrence, les valeurs se transforment en coûts de production et prix du commerce, et comment la plus-value devient le profit moyen. Mais lorsqu'on ne tient pas compte de ces limites, il est impossible de comprendre pourquoi la concurrence assigne au profit tel taux général plutôt que tel autre, 15 %, au lieu de 1500 %.

Il semble donc que pour le capital commercial ce soit la rotation qui détermine les prix. D'autre part, le taux du profit qu'il peut recueillir lui est assigné d'avance par ce fait que c'est la vitesse de rotation du capital industriel qui, fixant la quantité de travail que ce dernier peut exploiter, détermine et limite la masse et le taux général du profit. Le capital industriel qui, sa composition organique et les autres circonstances restant les mêmes, fait en une année quatre rotations au lieu de deux, produit deux fois plus de plus-value et de profit, et ce fait se manifeste clairement aussi longtemps que ce capital est seul à produire d'après la nouvelle méthode qui accélère sa rotation. Dans le commerce, au contraire, des différences dans la durée de rotation ont pour effet que le profit réalisé par rotation d'un capital-marchandise est en raison inverse du nombre de rotations que fait le capital-argent qui sert à faire circuler ce capital marchandise. « De petits profits souvent répétés », tel est le principe des détaillants.

Il va de soi que la loi des rotations du capital commercial ne s'applique, dans chaque branche du commerce (abstraction faite des rotations, tantôt courtes, tantôt longues, dont les inégalités se compensent), qu'à la moyenne des rotations accomplies par tout le capital commercial engagé dans cette branche. Que le capital A fasse plus ou moins de rotations que la moyenne, cet écart sera neutralisé par un autre capital qui en fera moins ou plus, et il n'en résultera aucune anomalie pour l'ensemble du capital de la branche que l'on considère. Il n'en sera pas de même pour le capitaliste A considéré individuellement. Si son capital fait plus de rotations que la moyenne, il y aura pour lui une source de surprofit, absolument comme pour les capitalistes industriels, lorsqu'ils produisent dans des conditions plus favorables que la moyenne, et il pourra, si la concurrence l'y oblige, vendre à meilleur marché que ses concurrents sans voir descendre son profit au-dessous de la moyenne. Si les conditions qui le mettent en état de supériorité peuvent faire l'objet d'un commerce, par exemple, un emplacement favorable pour un magasin, il sera obligé de les payer et une partie de son surprofit passera à la rente foncière.

<sup>6</sup> « L'observation suivante montre avec une naïveté remarquable comment pour certains auteurs la fixation des prix devient purement théorique, c'est-à-dire abstraite : il est évident que si une même marchandise est vendue par divers commerçants à des prix très différents, il ne peut en être ainsi que par suite d'erreurs de calcul. » (Feller et Oldermann, *Das Ganze der kaufmännischen Arithmetik*, 7<sup>e</sup> édit., 1859).

## Chapitre XIX : Le capital du commerce d'argent

Les mouvements purement techniques de l'argent dans le procès de circulation du capital industriel et du capital commercial<sup>7</sup> peuvent être assurés par un capital spécial, dont la fonction consiste exclusivement à effectuer ce genre d'opérations. Ce capital devient alors un capital du commerce d'argent et il est constitué par une partie du capital total, qui s'en détache et devient autonome sous forme de capital-argent, avec la mission de faire des opérations d'argent tant pour la classe des capitalistes industriels que pour celle des capitalistes commerçants. Comme le capital commercial, cette partie est en réalité un fragment du capital industriel, qui se spécialise pour accomplir, pour tout le reste du capital, certains actes de circulation faisant partie du procès de reproduction.

Ce n'est que dans sa première rotation, c'est-à-dire quand il commence à fonctionner comme capital - il en est de même lorsqu'il y a accumulation - que le capital affecte la forme argent au point initial et au point final de son mouvement ; les rotations suivantes ne présentent plus que des points de passage. Dans la métamorphose M-A-M, qui s'intercale entre le moment où le capital industriel sort du procès de production et le moment où il y rentre, A représente en réalité la fin de l'une des phases de cette métamorphose et le commencement de l'autre, et bien que l'opération M-A du capital industriel soit continuellement A-M-A pour le capital commercial, le procès de ce dernier, dès qu'il suit son cours, a pour formule M-A-M. Le capital commercial accomplit simultanément les actes M-A et A-M : non seulement un capital se trouve dans le stade M-A pendant qu'un autre est dans le stade A-M, mais, à cause de la continuité du procès de reproduction, un même capital achète en même temps qu'il vend. Pendant qu'une partie se convertit en argent pour se retransformer plus tard en marchandise, un autre devient marchandise pour se reconvertir en argent.

Dans ces opérations, l'argent fonctionne soit comme moyen de circulation, soit comme moyen de paiement, et le capitaliste se trouve continuellement dans le cas de remettre de l'argent à un grand nombre de personnes et d'en recevoir. Il en résulte pour lui un travail spécial d'établissement et de calcul de comptes, donnant lieu à des dépenses de temps et d'argent, qui sont moins importantes lorsqu'une catégorie spéciale de capitalistes s'en charge pour les autres.

Une partie du capital doit se trouver sous forme de trésor, de capital potentiel, vers lequel refluent sans interruption les réserves de moyens d'achat et de paiement et le capital-argent momentanément inoccupé. Elle donne lieu à des opérations d'encaissement, de paiement, de comptabilité et de garde. Sans cesse le trésor se décompose pour fournir les moyens de circulation et de paiement que le procès de reproduction réclame et sans cesse il se reconstitue par l'argent venant des ventes et des paiements arrivés à échéance. Ce mouvement de la partie du capital, qui ne fonctionne plus comme capital et qui existe à l'état d'argent, donne lieu à du travail et à des dépenses qui constituent des frais de circulation.

La division du travail intervenant, ces opérations nécessitées par les fonctions du capital sont accomplies, dans la mesure du possible, par une catégorie de capitalistes qui s'en charge pour les autres. De même que pour le capital commercial, cette application de la division du travail se fait à deux degrés : d'une part, il se constitue une branche de capitalistes qui spécialise, concentre et accomplit à une grande échelle toutes les opérations techniques relatives à l'argent ; d'autre part, dans cette branche intervient une nouvelle division qui assigne à des catégories spéciales d'agents les différents travaux qui doivent être exécutés. Les paiements et les encaissements, la rédaction des bilans, l'établissement des comptes-courants, la garde de l'argent sont ainsi séparés des actes qui les rendent nécessaires, et c'est cette autonomie assignée à toutes ces opérations qui fait que le capital qui est avancé pour les accomplir devient du capital du commerce d'argent.

J'ai montré dans la *Critique de l'Économie politique*, p. 27, comment l'argent commença à fonctionner dans les échanges de produits entre les communautés. Ce sont les rapports internationaux qui ont donné naissance au commerce d'argent. Dès qu'il a existé des monnaies différentes d'après les pays, les commerçants qui achetaient à l'étranger ont été obligés de convertir la monnaie de leur pays en monnaie du pays avec lequel ils trafiquaient, ou tout au moins à la convertir en lingots d'or ou d'argent. Alors se sont établis des changeurs, dont les opérations doivent être considérées comme une des origines du commerce moderne d'argent<sup>8</sup>. Plus tard vinrent les banques de change, où l'argent (ou l'or) fonctionna

<sup>7</sup> Nous rappelons encore que nous nous servons de l'expression « capital commercial » pour traduire *Waarenhandlungskapital*, capital du commerce de marchandises. (NdT)

<sup>8</sup> « De la grande variété des monnaies, tant au point de vue du titre que de l'effigie soit des princes soit des villes, résulta la nécessité de se servir partout de la monnaie locale pour les transactions commerciales qui devaient être soldées en argent. Pour faire leurs paiements, les commerçants qui se rendaient aux marchés étrangers, se munissaient d'argent ou d'or en barre, et de même ils convertissaient en lingots, dès leur rentrée, les monnaies étrangères qu'ils rapportaient de leur voyage. C'est ainsi que les établissements de change, qui servaient d'intermédiaires pour l'échange des métaux précieux non monnayés et la monnaie locale et inversement, acquirent une grande importance et devinrent très lucratifs. - (Hüllmann, *Städewesen des Mittelalters*, Bonn, 1826-29, 1, p. 437). - « La banque de change ne tient pas sa dénomination de la lettre de change, mais de ce qu'on y changeait des monnaies, Longtemps avant la fondation en 1609 de l'*Ainsterdamsche Wisselbank*, on avait dans les villes commerciales néerlandaises, des changeurs, des maisons de change et même des banques de change L'entreprise de ces changeurs avait pour but de changer les nombreuses monnaies que les commerçants étrangers apportaient dans le pays, contre des pièces ayant cours légal. Peu à peu le champ de leur activité prit de l'extension... ils devinrent les caissiers et les banquiers de leur époque. Mais le gouvernement d'Amsterdam ne tarda pas à voir un danger dans cette association des opérations de caisse et de change, et il décida pour le prévenir de créer un grand établissement public chargé des deux fonctions. Cet établissement fut la célèbre Banque de change d'Amsterdam, qui fut fondée en 1609. De même les banques de change de Venise, de Gênes, de Stockholm, de Hambourg ont dû leur naissance au change des pièces de monnaie. De toutes ces banques, celle de Hambourg

comme monnaie mondiale (aujourd'hui appelée monnaie de banque ou de commerce) distincte de la monnaie courante, et déjà à Rome et en Grèce on vit les opérations de change proprement dites donner lieu à des relations entre les changeurs des deux pays pour les remises d'argent à faire aux voyageurs.

Le commerce de l'or et de l'argent considérés comme marchandises servant de matières premières pour les articles de luxe est la base naturelle du commerce de lingots (*bullion trade*), qui rend possible le fonctionnement de la monnaie comme monnaie mondiale. Ce fonctionnement, ainsi que nous l'avons montré précédemment (Vol. I, Chap. III, 3 c), présente un double aspect : d'une part, la monnaie doit exécuter un mouvement de va-et-vient entre les circulations nationales des différents pays, afin d'assurer le paiement des transactions internationales et des intérêts du capital quand il se déplace; d'autre part, partant des pays producteurs de métaux précieux, elle doit se répandre de par le monde afin d'alimenter la circulation de chaque pays. Pendant la plus grande partie du XVII<sup>e</sup> siècle, on vit encore en Angleterre les orfèvres fonctionner comme banquiers. Le règlement des paiements internationaux engendra plus tard le commerce des lettres de change, etc. ; mais cette question ne nous intéresse pas en ce moment de même que tout ce qui se rapporte aux papiers-valeurs et aux formes spéciales du crédit.

Devenant monnaie mondiale, la monnaie nationale perd son caractère local ; elle peut être ramenée à celle de tout autre pays et sa valeur répond à son titre en or ou en argent, c'est-à-dire à la valeur commerciale de ces deux métaux. C'est pour cette raison que le commerce de monnaie est devenu un commerce spécial. Le changeur et le commerçant de lingots ont donc été les premiers agents du commerce d'argent et leurs fonctions sont résultées du double caractère national et international de la monnaie.

La production capitaliste et, même avant le régime capitaliste, le commerce en général nécessitent l'accumulation sous forme de trésor d'une certaine quantité d'argent, qui dans l'organisation actuelle est constituée par la partie du capital tenue en réserve à l'état de monnaie, comme moyen de paiement et d'achat. Le trésor réapparaît donc dans la production capitaliste et c'est toujours sous cette forme que se constitue le capital commercial dès qu'il se développe. Il en est ainsi tant pour la circulation nationale que pour la circulation internationale. Ce trésor est continuellement en mouvement; tantôt il est versé à la circulation, tantôt il est restitué par elle. Parfois aussi il est formé par le capital-argent momentanément inoccupé ainsi que par le capital-argent nouvellement accumulé et non encore placé. Il donne lieu à des travaux de garde, de comptabilité, etc.

L'argent tenu en réserve doit être mis en circulation pour payer les achats de même que de l'argent doit être encaissé après les ventes. Ces opérations de paiement et de recette, d'établissement de comptes, etc., le commerçant d'argent les exécute comme simple caissier pour les capitalistes industriels et commerçants<sup>9</sup>.

Le commerce d'argent atteint son plein développement, même lorsqu'il est à peine institué, dès qu'aux fonctions que nous venons de passer en revue s'ajoutent le prêt, l'emprunt et le crédit, dont nous nous occuperons dans la cinquième partie de ce volume, en traitant du capital productif d'intérêt.

Le commerce de lingots, qui transporte l'or et l'argent d'un pays à un autre, a pour origine le commerce de marchandises et résulte des variations du change, dont le cours exprime la situation des transactions internationales et correspond au taux de l'intérêt sur les divers marchés. Le commerçant de lingots n'est donc qu'un intermédiaire.

En étudiant (vol. I, chap. III) comment les mouvements et les formes de la monnaie résultent de la circulation des marchandises, nous avons vu que la quantité d'argent en circulation comme moyen de paiement est déterminée par l'importance et la célérité des métamorphoses des marchandises, qui, d'après ce que nous avons vu depuis, ne

---

est la seule qui existe encore. parce que dans cette ville commerçante, qui n'a pas de monnaie à elle, la nécessité d'une pareille institution se fait toujours sentir, etc. » (S. Vissering, *Handboek van Praktische Staathuishoudhunde*, Amsterdam, 1860, 1, p. 247).

<sup>9</sup> « L'institution des caissiers n'a peut-être conservé son caractère originaire et autonome nulle part avec autant de pureté que dans les villes commerciales néerlandaises (Voir sur l'origine des caissiers à Amsterdam, E. Lusac, *Holland's Rijkdom*, 3<sup>e</sup> volume). Le caissier reçoit des commerçants qui ont recours à ses services. une certaine somme d'argent pour laquelle il leur ouvre un « crédit » dans ses livres. Il touche leurs créances et les en crédite : il reçoit d'eux des ordres de paiement (*kassiers brieljes*) qu'il exécute et qu'il porte à leur débit. Il compte pour ces opérations une légère commission, qui ne constitue une rémunération suffisante pour son travail que parce qu'elle se répète sur un grand nombre de transactions. Lorsque deux commerçants ayant le même caissier ont réciproquement des paiements à se faire, les opérations se l'ont d'une manière très simple par des inscriptions aux livres du caissier, qui journalièrement établit le compte de l'un et de l'autre. Le caissier a donc en réalité pour rôle de servir d'intermédiaire pour ces paiements ; il doit rester étranger aux entreprises industrielles, aux spéculations, aux ouvertures de crédit en blanc, ayant pour règle de ne faire, pour ceux à qui il a ouvert un compte dans ses livres, que des paiements à concurrence de leur crédit. » (Vissering. *l.c.*, p. 134.) - Voici ce que Hullmann écrit au sujet des institutions analogues qui fonctionnèrent à Venise : « Tenant compte des dispositions locales qui font qu'à Venise il est plus gênant que n'importe où de transporter des valeurs en espèces, les commerçants vénitiens fondèrent des unions de banques, offrant une sécurité suffisante et soumises à une surveillance et une administration rigoureuses. Les affiliés à ces institutions y déposaient des sommes déterminées, qui leur permettaient de transmettre à la banque des ordres de paiement à leurs créanciers. Des inscriptions aux livres établissaient ce qui avait été déboursé et encaissé pour chaque participant. Ces établissements, qui furent le point de départ des banques de virement, sont très anciennes. Il convient cependant de ne pas les faire remonter au douzième siècle et surtout de ne pas les confondre avec la Banque des emprunts d'État fondée en 1171 » (Hüllmann, *l.c.*, p. 550).

constituent qu'une phase du procès de reproduction. Quant à la manière de s'approvisionner de métaux précieux pour en faire de la monnaie, elle se ramène à un simple échange de la marchandise or ou argent contre d'autres marchandises; elle ne diffère pas de la manière dont on se procure du fer ou d'autres métaux. Le mouvement des métaux précieux sur le marché mondial (nous faisons abstraction des prêts et des emprunts qui transmettent également les capitaux comme s'il s'agissait de marchandises) est déterminé par l'échange international des marchandises, de même que dans un pays le mouvement de la monnaie servant aux achats et aux paiements dépend de l'échange intérieur des marchandises. Le déplacement des métaux précieux d'un pays à un autre, lorsqu'il est la conséquence du système monétaire ou de la dépréciation de la monnaie, n'a rien à voir avec la circulation monétaire et résulte simplement d'erreurs voulues des gouvernements. Enfin il faut considérer comme des sédiments de la circulation les trésors, c'est-à-dire les fonds de réserve constitués pour les paiements soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, ou fournis par le capital momentanément inoccupé. La circulation monétaire n'étant que le résultat de la circulation de marchandises, c'est-à-dire, dans une société capitaliste, le résultat de la circulation du capital (qui comprend l'échange du capital contre le revenu et du revenu contre le revenu, celui-ci étant dépensé dans le commerce de détail), il va de soi que le commerce d'argent n'a pas pour seul résultat de faire circuler l'argent; il assure également les opérations techniques de la circulation monétaire, qu'il simplifie, raccourcit et centralise. Le commerce d'argent ne crée pas les trésors; il fournit le moyen de les réduire au minimum pour autant qu'ils soient volontaires et ne résultent pas d'un manque de débouchés pour le capital ou d'un trouble du procès de reproduction. Il n'achète pas les métaux précieux, mais en assure la répartition dès qu'ils ont été acquis par l'intervention du commerce de marchandises; s'il réalise la balance des comptes et s'il réduit l'importance de la masse d'argent qui est nécessaire pour liquider ceux-ci, il n'a aucune action sur leur importance et leurs rapports. Les lettres de change et les chèques qui sont échangés dans les banques et les *Clearing Houses*, représentent des transactions tout à fait indépendantes et sont les résultats d'opérations isolées qu'il s'agit de rapprocher pour en rendre les résultats meilleurs. Lorsque la monnaie circule comme moyen d'achat, l'importance et le nombre des ventes et des achats sont absolument indépendants du commerce d'argent, qui ne joue d'autre rôle que de raccourcir les opérations techniques qui accompagnent les transactions commerciales et de diminuer la quantité d'espèces qu'elles exigent.

Le commerce d'argent séparé du crédit, tel que nous le considérons ici, ne correspond donc qu'à la technique de l'une des phases de la circulation des marchandises, comprenant la circulation monétaire et les diverses fonctions de la monnaie qui y correspondent. Par là, il se distingue essentiellement du commerce de marchandises, qui poursuit l'échange (la métamorphose) de celles-ci et montre le procès du capital-marchandise comme celui d'un capital distinct du capital industriel. Alors que le capital commercial a une forme de circulation qui lui est propre, la forme A-M-A, dans laquelle la marchandise change deux fois de place et qui est l'opposé de la forme M-A-M, dans laquelle l'argent change deux fois de main, il est impossible d'attribuer au capital du commerce d'argent aucune forme particulière de circulation.

Lorsque le capital-argent devant servir d'intermédiaire à la circulation est avancé par une catégorie spéciale de capitalistes, la formule générale A-A' du capital lui est applicable; le capital A devient A +  $\Delta A$  pour celui qui l'avance; mais la transformation A-A' correspond non à l'aspect matériel, mais à l'aspect technique d'une métamorphose. Il est évident que la masse d'argent qui est maniée par les agents du commerce d'argent est le capital-argent des commerçants et des industriels, et que ce sont les opérations de ceux-ci qu'elle effectue. De même il est clair que le profit qu'ils recueillent n'est qu'un prélèvement sur la plus-value, étant donné qu'ils n'opèrent que sur des valeurs réalisées, même quand il s'agit de créances.

Pour le commerce d'argent comme pour le commerce de marchandises, il y a dédoublement de la fonction : malgré l'intervention des commerçants d'argent, une partie des opérations techniques de la circulation monétaire se maintient dans les attributions des producteurs et des commerçants de marchandises.

## Chapitre XX : Histoire du capital commercial

Nous réservons à la cinquième partie de ce volume l'étude de la forme spéciale qu'affecte l'accumulation pour le capital du commerce d'argent et le capital du commerce de marchandises.

De ce que nous venons de développer, il résulte qu'il n'y a rien de plus absurde que de considérer le capital, tant du commerce d'argent que du commerce de marchandises, comme une forme spéciale du capital industriel et de l'envisager comme l'exploitation des mines, l'agriculture, les manufactures, l'industrie du transport, qui sont des branches spéciales que la division sociale du travail a introduites dans la mise en valeur du capital industriel. Cette conception grossière tombe devant cette simple constatation que tout capital industriel, pendant qu'il se trouve engagé dans la circulation sous forme de capital-marchandise ou de capital-argent, remplit absolument les mêmes fonctions que le capital du commerçant sous l'une ou l'autre de ses formes. Inversement, la différence entre le capital industriel fonctionnant dans la production et ce même capital engagé dans la circulation est fixée dans le capital du commerce de marchandises et du commerce d'argent, qui montre les formes et les fonctions du capital industriel engagé dans la circulation comme des formes et des fonctions propres à une partie détachée de ce capital.

Un abîme sépare les formes que le capital industriel revêt dans la circulation des formes qu'il affecte dans la production suivant les branches d'industrie dans lesquelles il est engagé. Cependant ces deux aspects sont confondus par les économistes, qui ont l'habitude de juger les choses superficiellement, par leur côté matériel, le seul qui puisse les intéresser, et qui dans ce cas ont été conduits à une confusion :

1. par leur incapacité de dégager les caractères du profit commercial ;
2. par leur tendance apologétique de faire dériver du procès de production les formes du capital-marchandise et du capital-argent, et plus tard celles du capital du commerce de marchandises et du commerce d'argent, alors que ces formes découlent du mode capitaliste de production, qui a pour condition la circulation de marchandises et la circulation d'argent.

Si, entre le capital du commerce de marchandises ou d'argent et l'agriculture il n'y a d'autre différence que celle qui existe entre l'agriculture et la manufacture, il est clair que la production capitaliste ne peut pas différer de la production en général, et que la répartition des produits sociaux, soit entre les consommateurs productifs, soit entre les consommateurs improductifs, a été assurée de toute éternité par des commerçants et des banquiers, absolument comme il a fallu élever des bestiaux pour manger de la viande et confectionner des vêtements pour se vêtir<sup>10</sup>.

Les grands économistes comme Smith et Ricardo, qui envisagent le capital sous sa forme fondamentale, c'est-à-dire le capital industriel, et qui ne s'occupent du capital de circulation (argent et marchandise) que pour autant qu'il corresponde à une phase de la reproduction du capital, sont intéressants quand ils ont devant eux le capital commercial comme une catégorie spéciale, et qu'ils constatent qu'ils ne peuvent pas lui appliquer les théories de la valeur et du profit qu'ils ont déduites de l'étude du capital industriel. Aussi ont-ils soin de faire du capital commercial une variété du capital industriel et quand ils s'en occupent spécialement, comme Ricardo lorsqu'il parle du commerce international, s'efforcent-ils de démontrer qu'il n'est pas créateur de valeur (par conséquent, qu'il ne crée pas de la plus-value). Cependant ce qui est vrai du commerce extérieur doit l'être du commerce intérieur.

---

Jusqu'ici nous avons étudié le capital commercial au point de vue et dans les limites de la production capitaliste. Cependant non seulement le commerce, mais aussi le capital commercial sont plus anciens que la production capitaliste et ils correspondent au mode d'existence historiquement le plus éloigné du capital.

Le commerce d'argent et le capital qu'il comporte ayant pour condition d'existence le commerce de gros et le capital du commerce de marchandises, c'est de ce dernier dont nous nous occuperons exclusivement.

Le capital commercial est relégué dans la sphère de la circulation et il n'a d'autre fonction que d'assurer l'échange des marchandises ; il en résulte que pour qu'il puisse exister, il faut uniquement, abstraction faite du troc, qu'il y ait circulation de marchandises et d'argent, ou plus exactement qu'il y ait simplement circulation d'argent. Quel que soit le mode de production qui alimente la circulation - que les produits soient fournis par des communautés primitives, des esclaves, des petits paysans ou des petits bourgeois, des capitalistes - la marchandise, parce qu'elle est marchandise, doit passer par l'échange et subir les transformations que l'échange comporte. Les formes extrêmes entre lesquelles le capital

---

<sup>10</sup> Le sage Roscher a découvert cette subtilité que si certains caractérisent le commerce comme étant l'« intermédiaire » entre le producteur et le consommateur, « on » peut considérer avec autant de raison la production comme étant l'intermédiaire de la consommation (et ....?), ce qui a naturellement pour conséquence que le capital commercial fait partie du capital productif au même titre que les capitaux engagés dans l'agriculture et l'industrie. Et puisqu'en raisonnant ainsi, on peut dire que l'homme doit se servir de l'intermédiaire de la production pour consommer (ce qu'il doit faire même sans la science de Leipzig) ou que le travail est nécessaire - et l'« intermédiaire » nécessaire - pour prendre possession des produits de la nature, on est autorisé à conclure qu'un « intermédiaire » qui résulte d'une forme spéciale de la production sociale - parce qu'il est un intermédiaire - a le même caractère de nécessité absolue. C'est le mot intermédiaire qui décide tout. D'ailleurs, les commerçants ne sont pas des intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs (ceux-ci distincts de ceux-là et abstraction faite des consommateurs qui ne produisent pas), mais des intermédiaires de l'échange des produits entre producteurs, c'est-à-dire les intermédiaires d'un échange qui s'opère des millions de fois sans leur intervention.



commercial évolue sont données de même que celles de la circulation de l'argent; la condition essentielle c'est qu'à ces points extrêmes le produit soit à l'état de marchandise, c'est-à-dire que la production soit exclusivement une production de marchandises ou que les producteurs n'envoient au marché que l'excédent de produits qui ne leur est pas nécessaire. Le capital commercial ne sert donc que d'intermédiaire au mouvement des marchandises, qui sont là avant lui.

L'étendue du rôle du commerce et des commerçants dépend du mode de production ; elle atteint son plein épanouissement dans la production capitaliste largement développée, où le produit est une marchandise et non un objet de consommation immédiate. Inversement le commerce pousse la production capitaliste à prendre une intensité excessive et à livrer des produits qui ont de plus en plus le caractère de valeurs d'échange.

Le mouvement et les transformations des marchandises consistent, au point de vue matériel, dans l'échange de marchandises de natures diverses et, au point de vue de la forme, dans la conversion de la marchandise en argent et de l'argent en marchandise, c'est-à-dire la vente et l'achat. L'accomplissement de ces fonctions constitue le rôle du capital commercial, qui effectue donc simplement l'échange des marchandises, sans que cet échange ait lieu nécessairement entre producteurs immédiats. Alors que sous les régimes de l'esclavage, du servage et des communautés primitives, c'est le maître, le seigneur ou l'État qui est propriétaire et vendeur du produit, le commerçant, au contraire, achète et vend pour beaucoup d'autres -, il concentre dans ses mains les achats et les ventes, qui cessent ainsi d'être rattachés directement aux besoins des acheteurs.

Quelle que soit l'organisation sociale des branches de production dont il fait circuler les marchandises, le commerçant ne dispose que d'argent et cet argent fonctionne comme capital. La formule de ses opérations est A-M-A', ayant pour point de départ l'argent, la forme autonome de la valeur, et pour but l'accroissement de cette valeur. Cet échange des marchandises, effectué en dehors de la production et par des individus qui ne sont pas des producteurs, non seulement augmente la richesse comme telle, mais l'accroît sous sa forme sociale de valeur d'échange. Il a pour but de transformer A en A + ΔA, les actes A-M et M-A' étant seulement des opérations intermédiaires. La formule A-M-A', qui caractérise le mouvement du capital commercial, le distingue du commerce de marchandises entre producteurs, qui est exprimé par la formule M-A-M et qui a pour but l'échange de valeurs d'usage.

Moins la production est développée, plus l'argent se concentre dans les mains des commerçants et plus il est la forme spécifique de la fortune commerciale. Aussi ce n'est que lorsque la production devient capitaliste que le capital commercial cesse d'affecter la forme d'un capital chargé d'une fonction spéciale, alors que dans les régimes antérieurs il est le capital par excellence et joue un rôle d'autant plus important que l'activité des producteurs se porte davantage sur la production d'objets directement nécessaires à la vie.

On comprend donc facilement que le capital ait fonctionné dans le commerce longtemps, avant qu'il s'empare de la production, et que même il ait fallu que le capital commercial acquière une certaine importance pour que la production capitaliste puisse naître ; car celle-ci, outre qu'elle exige une certaine concentration de l'argent, a pour condition la production en vue du commerce, la vente en gros et l'achat, non pas seulement pour la satisfaction des besoins personnels de ceux qui produisent, mais pour les besoins d'un grand nombre d'autres. En outre toute extension du capital commercial a pour effet de développer de plus en plus la production de valeurs d'échange, de marchandises, bien que cette extension ne soit pas suffisante pour expliquer le passage d'un système de production à un autre.

Dès que la production eut pris la forme capitaliste, le capital commercial dut renoncer à l'existence indépendante qu'il avait eue jusque là pour devenir une émanation du capital ; alors aussi le taux du profit qu'il réalise fut ramené au taux général moyen. Les circonstances sociales qui avaient assuré son développement n'existèrent plus et il ne parvint à se maintenir sous une forme autonome que dans des milieux surannés, disparaissant même dans les pays où survécurent des villes essentiellement commerciales, beaucoup plus aptes cependant à conserver les traditions du passé que les villes industrielles<sup>11</sup>.

Le développement autonome et prédominant du capital commercial correspond par conséquent à un système de production dans lequel le capital ne joue aucun rôle, et à ce point de vue on peut dire qu'il est en raison inverse du développement économique de la société.

Lorsque le capital est concentré d'une manière prédominante aux mains de commerçants autonomes, les producteurs restent étrangers à la circulation, et c'est par le commerce que les produits deviennent des marchandises et non par le mouvement des produits que le commerce se constitue. Alors le capital fonctionne avant tout dans le procès de circulation, et celui-ci jouit de la propriété de transformer l'argent en capital et le produit en valeur d'échange, en marchandise, en argent. Le capital dut donc se développer dans le procès de circulation avant de pouvoir dominer la production, et c'est grâce à la circulation de l'argent et des marchandises que des branches de production, présentant les

---

<sup>11</sup> M. W. Kiesselbach (*Der Gang des Welthandels in Mittelalter*, 1860) continue à vivre dans la conception d'un monde où le capital commercial est la seule forme du capital. Il n'a pas la moindre notion de l'idée moderne du capital, de même que M. Mommsen lorsqu'il parle dans son *Histoire romaine* du « capital » et de la domination du capital. L'histoire moderne de l'Angleterre nous montre cependant la classe des commerçants et les villes commerciales politiquement réactionnaires et alliées à l'aristocratie foncière et financière contre le capital industriel. Il suffit pour en être convaincu de comparer le rôle politique de Liverpool à celui de Manchester et de Birmingham. Le capital commercial et l'aristocratie financière (*moneyed interest*) anglais ne se sont rendus à l'évidence et n'ont reconnu la suprématie du capital industriel que depuis la suppression des droits d'entrée sur les céréales, etc.

organisations les plus différentes et ayant encore pour objet principal l'obtention de valeurs d'usage, purent être mises en rapport les unes avec les autres. Cette indépendance du procès de circulation par rapport aux branches de production auxquelles il servait d'intermédiaire, caractérise une période où la circulation ne s'est pas encore emparée de la production et où la production ne s'est pas encore incorporée la circulation. Les choses changent d'aspect dès que le régime capitaliste fait son apparition ; la production repose alors entièrement sur la circulation et celle-ci n'est plus qu'une phase de la production, pendant laquelle le produit est vendu comme marchandise et remplacé par d'autres marchandises destinées à reconstituer les éléments qui ont servi à le produire. Le capital commercial n'est plus alors qu'une forme du capital poursuivant son mouvement de reproduction.

La loi d'après laquelle le développement autonome du capital commercial est en raison inverse du développement de la production capitaliste se vérifie le plus clairement chez les peuples dont le commerce était un commerce d'intermédiaires (*carrying trade*). Les Vénitiens, les Génois, les Hollandais réalisaient avant tout du profit, non pas en exportant les produits de leur pays, mais en assurant l'échange entre des nations ou des communautés peu développées aux points de vue économique et commercial, par conséquent en exploitant les pays producteurs<sup>12</sup>. Leur capital commercial avait une existence propre et était nettement séparé des branches de production auxquelles il servait d'intermédiaire. Le monopole de ce rôle d'intermédiaire et le commerce auquel il donnait lieu déclinerent à mesure que se développèrent économiquement les peuples dont l'exploitation l'alimentait et ce fait, qui se manifesta, non seulement par le déclin de quelques branches de commerce, mais par la décadence des peuples purement commerçants, prouve incontestablement que le développement de la production capitaliste a pour conséquence la subordination du capital commercial au capital industriel. Le système colonial en général et la Compagnie hollandaise des Indes orientales en particulier fournissent d'autres exemples du fonctionnement du capital commercial dominant la production.

Le mouvement du capital commercial étant A-M-A', le profit du commerçant prend naissance dans des opérations d'achat et de vente qui ont lieu exclusivement dans la circulation ; il est réalisé dans la dernière opération, la vente et il est, comme disent les Anglais, un « *profit upon alienation* », un profit sur aliénation. A première vue le profit commercial semble impossible lorsque les produits sont vendus à leur valeur. Le commerce a pour loi, non pas d'échanger des équivalents, mais d'acheter à bon compte pour vendre cher. Les produits dont il assure l'échange ont de la valeur et ont un équivalent en argent, puisqu'ils résultent tous et au même titre du travail social, mais leurs valeurs ne sont pas quantitativement égales et les rapports quantitatifs suivant lesquels ils s'échangent sont tout à fait accidentels. Ce caractère s'efface cependant à mesure que l'échange devient plus continu et la reproduction plus régulière, si bien que l'équivalence se réalise, non pas tant sous l'influence du producteur et du consommateur, mais par l'action de celui qui leur sert d'intermédiaire, le commerçant qui compare les prix en argent et en empoche la différence.

Au début, le capital commercial n'est que l'intermédiaire entre des productions qu'il ne domine pas et dont il ne crée pas les conditions.

De même que dans la circulation M-A-M des marchandises, l'argent agit non seulement comme mesure des valeurs et comme instrument de la circulation, mais aussi comme forme absolue de la marchandise et de la richesse, c'est-à-dire comme trésor, de même dans la circulation AM-A' du capital commercial, l'argent apparaît comme un trésor qui se conserve et s'augmente à la suite de simples opérations d'aliénation.

Les peuples commerçants de l'antiquité existaient comme les dieux d'Épicure dans les entrailles de la terre ou plutôt comme les juifs dans les pores de la société polonaise. Le commerce des premières grandes villes ou grands peuples commerçants s'appuyait sur la barbarie des peuples producteurs entre lesquels ils servaient d'intermédiaires.

Avant la production capitaliste, c'est le commerce qui domine l'industrie ; l'inverse se présente dans la société moderne. Naturellement le commerce réagit plus ou moins sur les individus entre lesquels il fonctionne ; il fait dépendre la satisfaction des besoins avant tout de la vente et par là engage de plus en plus la production dans la fabrication de valeurs d'échange. Il brise les anciens rapports et assigne plus d'importance à la circulation monétaire ; il ne se contente plus de ne faire circuler que les produits que les producteurs ne consomment pas eux-mêmes, mais s'attache de plus en plus à la production et parvient à, tenir dans sa dépendance des branches entières de fabrication. Cette influence ne se manifeste cependant que là où elle rencontre des conditions favorables.

Aussi longtemps que le capital commercial assure l'échange des produits de communautés peu développées, il réalise, non seulement en apparence, mais presque toujours en réalité, des profits exagérés et entachés de fraude. Il ne se borne pas à exploiter la différence entre les coûts de production des divers pays, en quoi il pousse à la fixation et à l'égalisation des valeurs des marchandises, mais il s'approprie la plus grande partie de la plus-value. Il y parvient en servant d'intermédiaire entre des communautés qui produisent avant tout des valeurs d'usage et pour qui la vente et la valeur de ces produits sont d'une importance secondaire, ou en traitant avec des maîtres d'esclaves, des seigneurs féodaux, des gouvernements despotiques, qui représentent la richesse jouisseuse, tendant des pièges au commerçant, ainsi qu'A.

---

<sup>12</sup> « Les habitants des villes commerçantes, en important des pays plus riches des ouvrages raffinés et des objets de luxe d'un grand prix, offrirent un aliment à la vanité des grands propriétaires, qui en achetèrent avec empressement, moyennant de grandes quantités de produits bruts de leurs terres. Le commerce d'une grande partie de l'Europe, à cette époque, consistait dans les échanges du produit brut du pays contre le produit manufacturé d'un autre pays plus avancé en industrie. Quand ce goût fut devenu assez général pour donner lieu à une demande considérable, les marchands, pour épargner les frais de transport, tâchèrent naturellement d'établir dans leur propre pays des manufactures du même genre. » A. Smith, *Richesse des Nations*, Livre III, Chapitre III.

Smith nous le montre dans son passage relatif à la féodalité que nous avons reproduit. Partout où il prédomine, il représente un système de pillage<sup>13</sup> et son développement, tant dans l'antiquité que dans les temps modernes, tant chez les Carthaginois et les Romains que chez les Vénitiens, les Portugais et les Hollandais, est accompagné de piraterie sur terre et sur mer, de vol d'esclaves et d'annexion violente.

A mesure que le commerce et le capital commercial prennent de l'extension, la production fournit de plus en plus des valeurs d'échange, gagne en importance et en variété, devient de plus en plus cosmopolite et universalise l'emploi de la monnaie. Le commerce a donc une action dissolvante sur les anciennes formes de la production, qui quelles qu'elles soient sont dirigées principalement sur les valeurs d'usage et ne résistent que dans la mesure de leur solidité et de leur organisation. Le résultat de cette influence du commerce, qui doit aboutir à la substitution d'un nouveau système de production à l'ancien, dépend non du commerce, mais du caractère de l'ancienne production elle-même. Dans l'antiquité l'action du commerce et du développement du capital commercial aboutit toujours à l'esclavage, à moins que, les esclaves existant déjà, elle ne se traduise par la transformation d'un système d'esclavage patriarcal, produisant des objets à consommer immédiatement, en un système ayant pour objet la production de la plus-value. Dans la société moderne elle aboutit toujours à la production capitaliste, ce qui montre que les résultats ne sont pas déterminés exclusivement par le développement du capital commercial.

Il est de la nature des choses que l'industrie des villes, dès qu'elle se sépare de l'industrie agricole, produise des marchandises pour la vente desquelles l'intervention du commerce est indispensable. Le commerce a donc besoin des villes pour se développer et réciproquement; mais il faut que d'autres circonstances interviennent pour que l'industrie se développe d'un pas égal. L'ancienne Rome voit pendant les dernières années de la république le capital commercial atteindre un développement que l'antiquité n'avait pas connu jusque là, et aucun progrès de l'industrie n'accompagne cet épanouissement; au contraire, à Corinthe et dans d'autres cités grecques de l'Europe et de l'Asie mineure, les progrès de l'industrie et du commerce marchent de front. Par opposition au développement des villes et à ses conditions, l'esprit commercial et le développement du capital commercial sont souvent le propre des peuples nomades.

Bien que les conceptions fausses n'aient pas manqué à ce sujet, il est hors de doute que la révolution profonde que les découvertes géographiques des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles firent subir au commerce et au capital commercial, a été le facteur principal du passage de la production féodale à la production capitaliste. L'extension si subite du marché mondial, la diversité des marchandises en circulation, la rivalité entre les nations européennes pour s'emparer des produits de l'Asie et des trésors de l'Amérique, la colonisation eurent pour effet de faire tomber les retranchements de la production féodale, bien qu'il soit juste d'ajouter que la production manufacturière, la première forme de la production moderne, ne se développa que là où les conditions nécessaires pour son application avaient été préparées par le Moyen-Age. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer la Hollande et le Portugal<sup>14</sup> et de considérer que si au XVI<sup>e</sup> et en partie au XVII<sup>e</sup> siècle, l'extension soudaine du commerce et la création d'un nouveau marché mondial ont exercé une influence décisive sur la ruine de l'ancien mode de production et l'essor du mode capitaliste, il en a été ainsi parce que la production capitaliste existait déjà. Si le marché mondial sert de base à la production capitaliste, inversement cette dernière, dans son besoin de développer son importance, pousse à une extension continue du marché mondial et fait dépendre la puissance du commerce de celle de l'industrie. Que l'on compare, par exemple, l'Angleterre et la Hollande; l'histoire de la décadence de la souveraineté en Hollande est l'histoire de la subordination du capital commercial au capital industriel. La résistance qu'oppose à l'action dissolvante du commerce, la solidité de l'organisation interne de certains modes de production

---

<sup>13</sup> « Les plaintes sont maintenant générales chez les marchands au sujet des nobles, qui sont devenus des brigands; ils doivent trafiquer au milieu des plus grands dangers et sont en outre faits prisonniers, battus, rançonnés et pillés. S'ils consentaient à endurer tout cela au nom de la justice, ils seraient réellement des saints... Mais ces injustices si criantes, ces vols et ces pillages si peu chrétiens sont pratiqués, de par le monde entier, par les marchands eux-mêmes, qui vont jusqu'à s'en rendre coupables entre eux. Faut-il donc s'étonner de ce que Dieu estime que tant de biens acquis par l'injustice doivent être de nouveau perdus et volés, et qu'à leur tour les commerçants doivent être frappés à la tête et faits prisonniers?... Il appartient aux princes de punir par la violence régulière et de prévenir un commerce aussi malhonnête, afin que leurs sujets ne soient pas volés aussi scandaleusement par les commerçants. Mais ils ne le font pas; aussi Dieu se sert-il des chevaliers et des brigands pour punir les injustices des commerçants et en fait-il ses démons, de même qu'il déchaîne des démons sur l'Égypte et le monde entier, ou les ruine par des ennemis. C'est ainsi qu'il atteint un malfaiteur par un autre, sans qu'il pense à faire entendre par là que les chevaliers soient moins brigands que les commerçants; seulement les commerçants pillent tous les jours le monde entier, tandis qu'un chevalier ne dévalise qu'une ou deux fois par an, une ou deux personnes ». - « Écoutez la parole d'Esau: les princes sont, devenus les compagnons des voleurs. Ils font pendre des voleurs qui ont volé un florin ou un demi-florin, et fraient avec des voleurs qui pillent le monde entier et voient plus sûrement que les autres, afin que le proverbe reste vrai: les grands voleurs font pendre les petits, et comme disait le sénateur romain Caton: les voleurs maladroits gémissent dans les prisons et sous les chaînes, alors que les voleurs publics sont couverts d'or et de soie. Mais que fera Dieu dans tout cela? Il fera comme il disait à Ézéchiël, il fondra ensemble, comme du plomb et de l'airain, les princes et les commerçants, les voleurs d'une espèce et ceux de l'autre, afin que, comme lorsqu'on brûle une ville, il ne reste plus ni princes, ni commerçants. » (Martin Luther, *Bücher vom Kauffhandel und Wucher*, 1527).

<sup>14</sup> Déjà les écrivains du XVIII<sup>e</sup> siècle, Massey entre autres, signalent le rôle important que jouent, abstraction faite d'autres circonstances, la pêche, la manufacture et l'agriculture, dans le développement de la Hollande. Contrairement aux appréciations antérieures, qui n'attribuaient pas au commerce dans l'antiquité et le moyen âge toute l'importance qu'il mérite, il est de mode aujourd'hui d'en exagérer extraordinairement le rôle. Pour en revenir à un jugement, rigoureux, il suffit de comparer les exportations et les importations anglaises du commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle à celles d'aujourd'hui. Et cependant elles étaient incomparablement plus importantes que celles de n'importe quel peuple commercial aux époques antérieures. (Voir Anderson, *History of Commerce*.)

nationaux et précapitalistes apparaît d'une manière frappante dans les transactions de l'Angleterre avec les Indes et la Chine. Dans ces pays la production a pour base l'union de l'agriculture et de l'industrie à domicile, existant concurremment avec la propriété commune du sol, ce qui fut aussi la forme primitive en Chine. Pour faire sauter ces petites communautés économiques<sup>15</sup>, les Anglais se servent aux Indes à la fois de leur puissance politique et de leur puissance économique, et agissent comme dominateurs et comme propriétaires fonciers. Par le bas prix de leurs produits contre lesquels ne peuvent lutter les fileurs et les tisserands indigènes, ils brisent l'unité de la production semi-agricole, semi-industrielle du pays, et du coup détruisent les communautés. Mais c'est très lentement qu'ils parviennent à accomplir cette œuvre de destruction, et il en est de même en Chine où la, puissance politique ne leur vient pas en aide. La grande économie et l'épargne de temps, qui sont la conséquence de l'union de l'agriculture et de la manufacture, y opposent une résistance opiniâtre à l'introduction des produits de la grande industrie, dont le prix comprend tous les faux frais d'une circulation comptant un grand nombre d'intermédiaires. Contrairement au commerce anglais, le commerce russe se garde bien de toucher à la base économique de la production asiatique<sup>16</sup>.

La transition de la production féodale à la production capitaliste s'est faite de deux manières : ou bien c'est le producteur qui est devenu commerçant et capitaliste, rompant avec l'économie agricole naturelle et l'industrie des villes du moyen-âge basée sur le travail manuel et la corporation, ce qui a été la voie révolutionnaire ; ou bien c'est le commerçant qui s'est emparé de la production. C'est le plus souvent de cette dernière manière que la transition s'est opérée, et c'est ainsi, par exemple, que le drapier anglais du XVII<sup>e</sup> siècle a assujéti à son contrôle le tisserand, qui restait il est vrai indépendant, mais à qui il vendait la laine et dont il achetait le drap. Ce dernier procédé révolutionne beaucoup moins que le premier l'ancien mode de production et même il le conserve et s'appuie sur lui. C'est ainsi que jusque vers le milieu de notre siècle, les fabricants de soieries en France et les fabricants de bas et de dentelles en Angleterre n'ont été fabricants que de nom ; ils étaient en réalité des commerçants, qui faisaient travailler pour leur compte des tisserands d'après l'ancien système du travail éparpillé<sup>17</sup>. Cette organisation s'est maintenue partout en face de la production capitaliste et elle ne disparaît que par le développement de celle-ci. Elle ne modifie en rien la production en elle-même, mais elle rend plus défavorable la position des producteurs immédiats, qu'elle transforme en salariés et prolétaires de la pire des conditions et qu'elle frustre de la plus-value qu'ils produisent. On la rencontre encore bien qu'un peu modifiée à Londres, pour une partie de la fabrication des meubles par des artisans et elle fleurit surtout à Tower Hamlets. La production comprend plusieurs catégories de travailleurs, dont les uns ne font que des chaises, les autres des tables ou des armoires. Ils travaillent par petits groupes sous les ordres d'un petit patron qui, produisant trop pour alimenter une clientèle privée, ne peut écouler ses meubles que dans les grands magasins. Le samedi est son jour de vente ; il se rend au magasin et y débat le prix de son produit absolument comme au mont-de-piété on discute pour obtenir quelques sous de plus sur l'objet qu'on engage. Ces petits patrons sont obligés de vendre chaque semaine afin de pouvoir payer les salaires et acheter des matières premières pour la semaine suivante. A vrai dire ils ne sont que des intermédiaires entre leurs ouvriers et les commerçants, qui en véritables capitalistes empochent la plus grande partie de la plus-value<sup>18</sup>. Le même procédé de transition marque le passage à la manufacture de la production à la main par des artisans et de la production associée accessoirement à l'agriculture. A mesure qu'elles progressent au point de vue technique - il y en a qui utilisent des machines - ces petites industries accessoires sont accaparées par la grande industrie, et les outils dont elles se servent cessent d'être mis en action à la main pour être entraînés par des machines à vapeur, ainsi que nous l'a montré dans ces derniers temps la fabrication des bas en Angleterre.

La transition peut donc se faire de trois manières :

1. Le commerçant se transforme directement en industriel. C'est le cas des industries qui ont le commerce pour base, notamment les industries de luxe, dont les ouvriers et les matières premières sont importés de l'étranger par les commerçants, ainsi que cela se faisait, par exemple, au XV<sup>e</sup> siècle de Constantinople en Italie.
2. Le commerçant s'adresse à de petits patrons, qui sont en réalité ses intermédiaires, ou achète directement à des producteurs. Il laisse indépendants ceux à qui il s'adresse et maintient intact leur mode de production.
3. L'industriel devient commerçant et produit directement en gros pour le commerce.

Au moyen-âge le commerçant était simplement « débitant », comme dit avec raison Poppe, des marchandises produites par les corporations et les paysans. Plus tard il est devenu industriel, ou plus exactement il a fait travailler pour son compte

---

<sup>15</sup> Plus que l'histoire d'aucun peuple, la politique économique des Anglais aux Indes fournit l'exemple d'expériences manquées, absurdes et infâmes. Dans le Bengale, ils établirent une caricature de la grande propriété foncière anglaise et dans le sud-est (les Indes un semblant de propriété parcellaire ; dans le nord-ouest ils transformèrent autant que possible la communauté indienne basée sur la propriété commune du soi et en tirent nue caricature de ce qu'elle était avant leur arrivée.

<sup>16</sup> La Russie commence à s'écarter de cette politique depuis qu'elle fait les plus grands efforts pour se créer une production capitaliste à elle, ayant exclusivement pour objectif son marché intérieur et celui des pays asiatiques qui l'avoisinent. - F. E.

<sup>17</sup> Il en était de même, dans la province rhénane, de la fabrication du ruban, de la passementerie et de la soierie. Dans les environs de Crefeld on avait même établi un chemin de fer pour faciliter les communications entre les tisserands des villages et les « fabricants » des villes ; cette ligne ferrée ne fait plus d'affaires depuis que le tissage mécanique a été substitué au tissage à la main. - F. E.

<sup>18</sup> Ce système a pris beaucoup d'extension depuis 1865, ainsi qu'on peut s'en assurer par la lecture de *First Report of the Select Committee of the House of Lords on the Sweating System*, London, 1888. - F. E.

la petite industrie manuelle et surtout la petite industrie des campagnes. Mais en même temps le producteur est devenu commerçant ; au lieu de recevoir du commerçant, par petites quantités à la fois, la laine qu'il devait travailler avec ses compagnons, le maître tisserand a acheté lui-même la matière première et il a vendu le drap au commerçant. Ce furent des marchandises que lui-même achetait qui constituèrent alors ses éléments de production et, au lieu de fabriquer pour un commerçant ou quelques clients déterminés, il produisit pour le monde du commerce.

Aujourd'hui le capital commercial n'est plus engagé que dans le procès de circulation, alors qu'à l'origine c'est lui qui a transformé en production capitaliste l'agriculture féodale et la petite industrie exercée par les corporations et accessoirement par les paysans, en faisant de leurs produits des marchandises, en leur ouvrant des marchés, en développant l'échange par l'importation de marchandises nouvelles et en leur fournissant des matières premières et des matières auxiliaires. Dès que la manufacture et encore plus la grande industrie eurent acquis une certaine puissance, elles se créèrent elles-mêmes un marché et le dominèrent par leurs marchandises. Le commerce devint alors le serviteur de l'industrie, qui eut besoin de ses services pour donner une extension de plus en plus grande au marché, et il cessa (en tant qu'expression de la demande) de fixer les limites de la production, qui dépendit désormais de la grandeur du capital en fonction et de la productivité du travail.

Le capitaliste industriel a continuellement devant les yeux le marché mondial ; sans cesse il compare et sans cesse il doit comparer ses prix de revient aux prix du marché de son pays et du monde entier. Au début cette comparaison était la tâche des commerçants et c'est ainsi que le capital commercial conserva pendant un certain temps la prédominance sur le capital industriel.

La première conception théorique de la production moderne, le système mercantile, partit nécessairement des phénomènes superficiels du procès de circulation, tels qu'ils se manifestent dans le mouvement du capital commercial, et elle ne rendit compte que de l'apparence des choses. Il devait en être ainsi parce que le capital commercial est la forme sous laquelle le capital existe d'abord d'une manière indépendante et que c'est lui qui joue le rôle prépondérant dans la transformation de la production féodale. L'économie moderne ne devint réellement scientifique que lorsqu'elle passa de l'observation théorique de la circulation à celle de la production. Il est vrai que le capital productif d'intérêts est également une forme très ancienne du capital. Nous verrons plus loin pourquoi l'école mercantile ne l'a point pris comme point de départ et a eu plutôt une attitude agressive à son égard.